COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Edition spécial

31EME CONSEIL DES MINISTRES DE LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN
26 FEVRIER 2016
A SAINT-DENIS

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

- **31e Conseil des Ministres de la Commission de l'océan Indien à Saint Denis**

- **INDIANOCÉANIE - CONSEIL DES MINISTRES À L'ÎLE SŒUR : La Réunion prend la présidence de la COI**
- **COI : Tête-à-tête entre Béatrice Atallah et André Vallini**
- **Entretien entre le ministre des affaires étrangères mauricien, etienne sinatambou et le président de région**
- **Le Ministre Joel Morgan à La Réunion pour le 31e Conseil de la COI**
- **Le Conseil des ministres de la COI organisé à La Réunion**
- **La France prend la présidence de la Commission océan Indien**
- **31e Conseil des ministres de la commission de l'océan indien**
- **COI : Madagascar défend les axes prioritaire**
- **Le Président de Région reçoit le Ministre des affaires étrangères de La République de Maurice**
- **Conseil des ministres de l'Océan indien : Madagascar y sera représentée**
- **Le Ministre Joël Morgan à La Réunion pour le 31e Conseil de la COI**
- **Le respect et la représentation de La Réunion dans la COI : question de survie**

- **Afrique de l'Est: COI - Tête-à-tête entre Béatrice Atallah et André Vallini**
- **COI : Tête-à-tête entre Béatrice Atallah et André Vallini**
- **Commission de l'océan Indien : « priorité à la sécurité, au climat et à la connectivité » :**
- **qui est le nouveau secrétaire général de la coi ?**
- **coi : madagascar transmet la présidence à la france**

- **31ème Conseil de la COI: La sécurité, le tourisme et le climat au centre des débats**
- **« nous ne sommes pas ensemble que par la géographie »**
- **« le français en partage »**
- **le tourisme est « appelé à continuer sur sa belle lancée »**
- **l'avenir de la réunion se joue sans les réunionnais**
- **Conseil des ministres de la Coi : La stabilité politique mise en avant**
- **La Réunion : rencontre entre Atallah et Vallini**
- **Retour en images sur la réunion des ministres de l'Océan Indien à l'hôtel Créolia**
- **COI : Madagascar transmet la présidence à la France**
- **Hamada Madi Boléro, nouveau SG de la Coi : Mot de remerciement**
- **COI. 31ème Conseil des ministres. Priorité à la sécurité, au climat et à la connectivité**
- **La France préside la Commission de l'Océan Indien**

- **Saint-Denis : fin du 31e Conseil des ministres de la COI**
- **Le Secrétaire D'Erat en charge du Développement en visite à la Réunion**
- **Réunion : Entretien ente le président Didier Robert et le Ministre Mauricien des Affaires Etrangères Etienne Sinatambou**
- **COI : De L'Estrac : <Fiers de L'Indianocéanie>**
- **Coi: Mmadi boléro assumera les fonctions de SG à la mi-juillet**
- **Notre INdianocéans31ème réunion du conseil des ministres de la COI**
- **COI : passation de la présidence entre Madagascar et la France**
- **Coopération régionale : La France prend la présidence de la COI à la Réunion**
- **La COI se dote d'un nouveau secrétaire général et fait les yeux doux à la Chine**
- **Commission de l'océan Indien : « Priorité à la sécurité, au climat et à la connectivité »**

- **Océan Indien - Participation de André Vallini au conseil des ministres de l'océan Indien (La Réunion, 26 février 2016)**
- **l'avenir de la réunion se joue sans les réunionnais**
- **La France Prend le gouvernail, Trois question à Jean Claude de L'Estrac, Autour de la COI, La Réunion représentée mais en retrait**
- **La France Prend la main de la Coi, Quand Gilbert Annette embrasse André Vallini**
- **La Coi fait tout pour accueillir la Chine ,Boléro ,nouveau secrétaire General de la coi**

31e Conseil des Ministres de la Commission de l'océan Indien

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

31E CONSEIL DES MINISTRES DE LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

20 février 2016

Saint-Denis, siège du prochain Conseil des ministres de la COI.

« Le 31e conseil des ministres de l'océan Indien se tiendra à La Réunion le vendredi 26 février 2016. A cette occasion, la France prendra la présidence de la Commission de l'océan Indien (COI) à la suite de Madagascar. Cette présidence tournante est annuelle, elle est assurée à tour de rôle par le ministre des affaires étrangères de chacun des États membres. Le Conseil des ministres se réunit une fois par an en session ordinaire pour déterminer les axes principaux des actions qui seront conduites par la COI. Il délibère sur les dossiers préparés par les officiers permanents de liaison avec le concours du Secrétariat général.

La présidence française mettra l'accent sur trois thèmes de travail :

☐ La sécurité des personnes et des biens, sur mer comme sur terre ou dans les airs ;

☐ L'environnement, dans la ligne de l'accord de Paris signé en décembre dernier à l'occasion de la COP 21, qui a pris en compte les préoccupations des États insulaires ;

☐ Le développement économique, avec l'amélioration de la connectivité inter-îles sous toutes ses formes : aérienne, maritime, numérique…

Elle attachera aussi une attention particulière à la dimension transversale du lien francophone dans l'espace indianaocéanique.

La presse sera invitée aux cérémonies d'ouverture et de clôture. Le programme de ce 31e conseil des ministres de la COI sera communiqué en début de semaine prochaine. »

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/31e-conseil-des-ministres-de-la-commission-de-l-ocean-indien,85479

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

INDIANOCÉANIE - CONSEIL DES MINISTRES À L'ÎLE SŒUR : La Réunion prend la présidence de la COI

25 FEBRUARY, 2016



Le 31e anniversaire de la Commission de l'océan Indien se tient cette semaine à La Réunion. Cette rencontre devrait permettre de confirmer la nomination du Comorien Hamada Madi Boléro comme successeur de Jean-Claude de l'Estrac aux fonctions de secrétaire général de la COI. Maurice était représentée par le ministre des Affaires étrangères Étienne Sinatambou, qui a profité de son passage à l'île sœur pour rencontrer le sénateur, président de région, Didier Robert. L'entretien entre Étienne Sinatambou et Didier Robert a permis d'aborder les relations entre les pays de la zone et d'échanger sur des dossiers en cours avec Maurice. Des sujets qui représentent un enjeu pour La Réunion, notamment sur les questions d'énergies renouvelables, de développement économique de la zone océan Indien et du tourisme avec les activités touristiques des Îles Vanille. Le conseil des ministres de la COI, qui se tiendra vendredi, verra

La Réunion prendre la présidence de cette commission pour l'année 2016-2017. Parmi les autres sujets à l'ordre du jour de ce conseil figurent la sécurité des personnes et des biens, au niveau maritime, terrestre et aérien; l'environnement, dans la ligne de l'accord de Paris signé en décembre dernier à l'occasion de la COP 21, qui a pris en compte les préoccupations des États insulaires; et le développement économique, avec l'amélioration de la connectivité interîles sous toutes ses formes (aérienne, maritime et numérique).

HTTP://WWW.LEMAURICIEN.COM/ARTICLE/INDIANOCEANIE-CONSEIL-DES-MINISTRES-LILE-SOEUR-LA-REUNION-PREND-LA-PRESIDENCE-LA-COI

ENTRETIEN ENTRE LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES MAURICIEN, ETIENNE SINATAMBOU ET LE PRÉSIDENT DE RÉGION

Le 25 février 2016

A l'occasion de son déplacement pour le 31e Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien, le ministre des affaires étrangères Mauricien, Etienne SINATAMBOU, s'est rendu ce mercredi 24 Février 2016, l à l'Hôtel de Région Pierre LAGOURGUE pour une rencontre avec le Sénateur, Président de Région, Didier ROBERT.



Un entretien qui a permis d'aborder les relations entre les pays de la zone et d'échanger sur des dossiers en cours avec la République de Maurice sur les questions d'énergies renouvelables, du développement économique de la ZOI et du tourismes et entre autre les Iles Vanille. Le président Didier Robert aura l'opportunité de rencontrer les différents représentants des pays de la COI dans les prochaines heures. Le conseil des ministres de la COI se tiendra vendredi 26 Février à La Réunion, et la future présidence de cette commission sera française.

Pour rappel, les sujets à l'ordre du jour de ce conseil :

- La sécurité des personnes et des biens, au niveau maritime, terreste et aérien
- L'environnement, dans la ligne de l'accord de Paris signé en décembre dernier à l'occasion de la COP 21, qui a pris en compte les préoccupations des États insulaires ;
- Le développement économique, avec l'amélioration de la connectivité inter-îles sous toutes ses formes : aérienne, maritime, numérique.



Cliquer sur le lien pour voir le vidéo

HTTP://WWW.REGIONREUNION.COM/FR/SPIP/ENTRETIEN-ENTRE-LE-MINISTRE-DES.HTML

Le Ministre Joel Morgan à La Réunion pour le 31e Conseil de la COI

25 février 201

Le Ministre des Affaires étrangères et des Transports, Monsieur Joel Morgan, conduit la délégation des Seychelles à la 31e session du Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien prévu du 23 au 26 février à Saint Denis de La Réunion.

Le Conseil des ministres est l'organe de décision le plus important après le Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la COI.

Un ordre du jour bien fourni attend le ministre et sa délégation : Il touche aussi bien les questions de climat, de sécurité, de stabilité politique et de diplomatie, que tout ce qui a trait également à l'économie bleue, la sécurité alimentaire et le budget, sans oublier les questions de connectivité - connectivités aérienne, maritime et numérique – ou de coopération dans le domaine du tourisme.

Les ministres auront à se pencher particulièrement sur la question de la succession du Secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac, dont le mandat prend fin en juillet prochain. Le Comorien Hamada Madi, actuel directeur de Cabinet du Président de la République de l'Union des Comores chargé de la Défense, semble le mieux placé pour l'instant pour occuper le poste. Mais il n'est pas exclu qu'une candidature de dernière minute surgisse.

La session ministérielle est précédée d'une rencontre des Officiers Permanents de Liaison (OPL) qui a débuté depuis lundi et où les Seychelles sont représentées par l'OPL Kenneth Racombo qui est aussi le directeur général de la Division du Développement et de l'Intégration régionale du Ministère des AE et des Transports.

La délégation des Seychelles comprend outre le Ministre Morgan, l'Ambassadeur Callixte d'Offay, Conseiller diplomatique à la Présidence de la République, M. Kenneth Racombo OPL, et Nan Constant, principal économiste au Ministère des AE et des Transports.

Distribué par APO (African Press Organization) pour Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Seychelles.

HTTP://AFRICA-NEWSROOM.COM/PRESS/LE-MINISTRE-JOEL-MORGAN-A-LA-REUNION-POUR-LE-31E-CONSEIL-DE-LA-COI?LANG=FR

LINFO.RE

Le Conseil des ministres de la COI organisé à La Réunion

Le 26.02.2016



Au lendemain de la visite de la Plate-forme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien (Piroi) et des locaux de l'Agence française de développement (AFD), le secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie André Vallini prendra part au 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (Coi).

31e conseil des ministres de la Coi présidé par La France

La Réunion accueille ce vendredi 26 février le 31e conseil des ministres de la Commission l'océan Indien (COI).

Ce 31e conseil des ministres de la COI sera marquée par la prise de la présidence par la France, pour succéder à Madagascar.

Le secrétaire d'État André Vallini présent

Après sa visite de la Plate-forme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien (Piroi), suivie d'une autre dans les locaux de l'Agence française de développement (AFD, André Vallini, le secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie André Vallini, sera présent à la séance d'ouverture de ce 31 Conseil des ministres de la COI.

La présidence tournante du Conseil des ministres de la COI est annuelle. Elle est assurée à tour de rôle par le ministres des affaires étrangères de chacun des États membres.

Le Conseil des ministres se réunit une fois par an en session ordinaire pour déterminer les axes principaux des actions qui seront conduites par la COI. Il délibère sur les dossiers préparés par les officiers permanents de liaison avec le concours du Secrétariat général.

La présidence française mettra l'accent sur trois thèmes de travail
- La sécurité des personnes et des biens, sur mer comme sur terre ou dans les airs ;
- L'environnement, dans la ligne de l'accord de Paris signé en décembre dernier à l'occasion de la COP 21, avec le souhait de prendre en compte les préoccupations des États insulaires ;
- Le développement économique, avec l'amélioration de la connectivité inter-îles sous toutes ses formes : aérienne, maritime, numérique…

Elle sera également marquée par une attention particulière à la dimension transversale du lien francophone dans l'espace indianaocéanique.

http://www.linfo.re/la-reunion/societe/688016-31e-conseil-des-ministres-de-la-coi-ouvert-par-le-secretaire-d-etat-andre-vallini

L'INFO KWEZI

La France prend la présidence de la Commission océan Indien

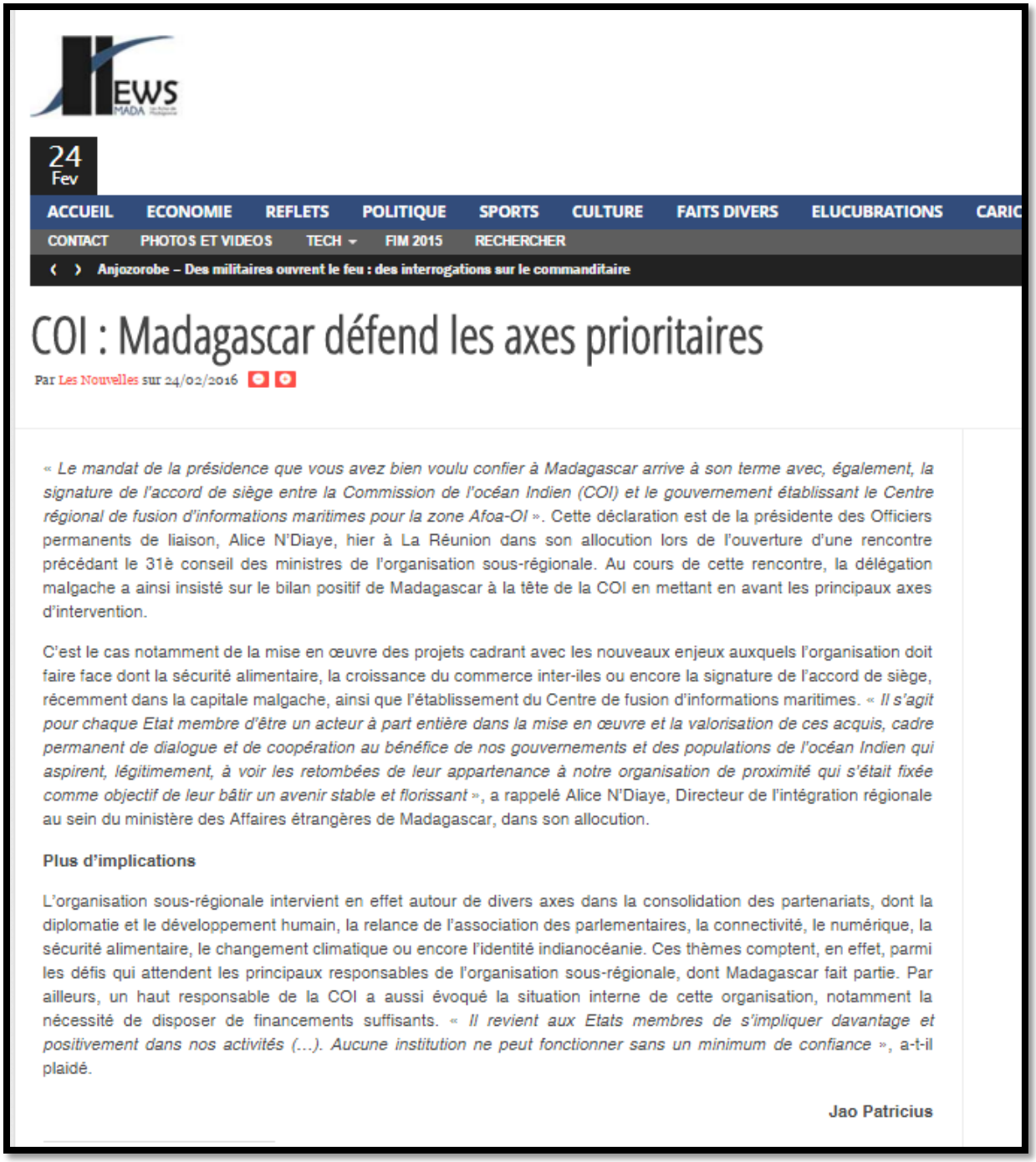
24 février 2016

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Le 31ème Conseil des ministres de l'océan Indien se tiendra à La Réunion le vendredi 26 février prochain. A cette occasion, la France prendra la présidence de la Commission de l'Océan Indien (COI) à la suite de

Madagascar. Cette présidence tournante est annuelle et est assurée à tour de rôle par le ministre des Affaires étrangères de chacun des États membres. Le Conseil des ministres se réunit une fois par an en session ordinaire pour déterminer les axes principaux des actions qui seront conduites par la COI et délibère sur les dossiers préparés par les officiers permanents de liaison avec le concours du Secrétariat général.

http://www.linfokwezi.fr/la-france-prend-la-presidence-de-la-commission-ocean-indien/



24 Fev

ACCUEIL ECONOMIE REFLETS POLITIQUE SPORTS CULTURE FAITS DIVERS ELUCUBRATIONS CARIC

CONTACT PHOTOS ET VIDEOS TECH FIM 2015 RECHERCHER

Anjozorobe – Des militaires ouvrent le feu : des interrogations sur le commanditaire

COI : Madagascar défend les axes prioritaires

Par Les Nouvelles sur 24/02/2016

« *Le mandat de la présidence que vous avez bien voulu confier à Madagascar arrive à son terme avec, également, la signature de l'accord de siège entre la Commission de l'océan Indien (COI) et le gouvernement établissant le Centre régional de fusion d'informations maritimes pour la zone Afoa-OI* ». Cette déclaration est de la présidente des Officiers permanents de liaison, Alice N'Diaye, hier à La Réunion dans son allocution lors de l'ouverture d'une rencontre précédant le 31è conseil des ministres de l'organisation sous-régionale. Au cours de cette rencontre, la délégation malgache a ainsi insisté sur le bilan positif de Madagascar à la tête de la COI en mettant en avant les principaux axes d'intervention.

C'est le cas notamment de la mise en œuvre des projets cadrant avec les nouveaux enjeux auxquels l'organisation doit faire face dont la sécurité alimentaire, la croissance du commerce inter-iles ou encore la signature de l'accord de siège, récemment dans la capitale malgache, ainsi que l'établissement du Centre de fusion d'informations maritimes. « *Il s'agit pour chaque Etat membre d'être un acteur à part entière dans la mise en œuvre et la valorisation de ces acquis, cadre permanent de dialogue et de coopération au bénéfice de nos gouvernements et des populations de l'océan Indien qui aspirent, légitimement, à voir les retombées de leur appartenance à notre organisation de proximité qui s'était fixée comme objectif de leur bâtir un avenir stable et florissant* », a rappelé Alice N'Diaye, Directeur de l'intégration régionale au sein du ministère des Affaires étrangères de Madagascar, dans son allocution.

Plus d'implications

L'organisation sous-régionale intervient en effet autour de divers axes dans la consolidation des partenariats, dont la diplomatie et le développement humain, la relance de l'association des parlementaires, la connectivité, le numérique, la sécurité alimentaire, le changement climatique ou encore l'identité indianocéanie. Ces thèmes comptent, en effet, parmi les défis qui attendent les principaux responsables de l'organisation sous-régionale, dont Madagascar fait partie. Par ailleurs, un haut responsable de la COI a aussi évoqué la situation interne de cette organisation, notamment la nécessité de disposer de financements suffisants. « *Il revient aux Etats membres de s'impliquer davantage et positivement dans nos activités (…). Aucune institution ne peut fonctionner sans un minimum de confiance* », a-t-il plaidé.

Jao Patricius

http://www.newsmada.com/2016/02/24/coi-madagascar-defend-les-axes-prioritaires/

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu et en temps réel

24 Fév 2016

La France prend la présidence de la Commission de l'Océan Indien

@www.habarizacomores.com - Le 31ème Conseil des ministres de l'océan Indien se tiendra à La Réunion le vendredi 26 février prochain. A cette occasion, la France prendra la présidence de la Commission de l'Océan Indien (COI) à la suite de Madagascar.

Cette présidence tournante est annuelle et est assurée à tour de rôle par le ministre des Affaires étrangères de chacun des États membres.



Le Conseil des ministres se réunit une fois par an en session ordinaire pour déterminer les axes principaux des actions qui seront conduites par la COI et délibère sur les dossiers préparés par les officiers permanents de liaison avec le concours du Secrétariat général. ***KTV avec habarizacomores***
@www.habarizacomores.com

http://www.habarizacomores.com/2016/02/la-france-prend-la-presidence-de-la.html

DomTom News

La France prend la présidence tournante de la Commission de l'océan Indien (COI)

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

La Réunion accueille ce vendredi le 31e conseil des ministres de l'océan Indien. A cette occasion, la France prendra la présidence de la Commission de l'océan Indien (COI), succédant à Madagascar. Cette présidence tournante annuelle est assurée par les ministres des affaires étrangères de chacun des Etats-membres.

Le conseil des ministres se réunit une fois par an en session ordinaire pour déterminer les axes principaux des actions qui seront conduites par la commission. Il délibère sur les dossiers préparés par les officiers permanents de liaison, aidé par le secrétariat général.

Pour sa présidence, la France s'est fixée trois axes de travail : la sécurité des personnes et des biens, sur mer, sur terre ou dans les airs ; l'environnement, dans la ligne de l'accord de Paris signé en décembre dernier à l'occasion de la COP 21, qui a pris en compte les préoccupations des Etats insulaires ; le développement économique, avec l'amélioration de la connectivité inter-îles (aérienne, maritime, numérique…). Autre point important : la dimension transversale du lien francophone dans la zone océan Indien.

Lire la suite de l'article ici :

http://www.domtomnews.com/La-France-prend-la-presidence.html#.Vsw7W5yLSUk

Le Président de Région recoit le Ministre des affaires étrangères de La République de Maurice

Jeudi 25 Février 2016

A l'occasion de son déplacement pour le 31e Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien, le ministre des affaires étrangères Mauricien, Etienne SINATAMBOU, s'est rendu ce mercredi 24 Février 2016, l à l'Hotel de Région Pierre LAGOURGUE pour une rencontre avec le Sénateur, Président de Région, Didier ROBERT.



Un entretien qui a permis d'aborder les relations entre les pays de la zone et d'échanger sur des dossiers en cours avec la République de Maurice sur les questions d'énergies renouvelables, du développement économique de la ZOI et du tourisme et entre autre les Iles Vanille. Le président Didier Robert aura l'opportunité de rencontrer les différents représentants des pays de la COI dans les prochaines heures. Le conseil des ministres de la COI se tiendra vendredi 26 Février à La Réunion, et la future présidence de cette commission sera française. Pour rappel, les sujets à l'ordre du jour de ce conseil :

- La sécurité des personnes et des biens, au niveau maritime, terreste et aérien

- L'environnement, dans la ligne de l'accord de Paris signé en décembre dernier à l'occasion de la COP 21, qui a pris en compte les préoccupations des États insulaires ;

- Le développement économique, avec l'amélioration de la connectivité inter-îles sous toutes ses formes : aérienne, maritime, numérique.

http://www.inforeunion.net/Le-President-de-Region-recoit-le-Ministre-des-affaires-etrangeres-de-La-Republique-de-Maurice_a12835.html

Conseil des ministres de l'Océan indien : Madagascar y sera représentée

24 février 2016

Le 31 e conseil des ministres de l'Océan indien se tiendra à l'île de la Réunion le 26 février prochain. La Grande Ile sera représentée, à cette occasion, par Alice Ndiaye, directrice de l'intégration régionale au sein du ministère des Affaires Etrangères. Notons que la France succèdera à Madagascar à la Présidence de la commission de l'Océan Indien (COI). La présidence tournante est annuelle et qui incombe à tour de rôle au ministre des Affaires Etrangères de chacun des Etats membres. Les thèmes qui seront abordés, lors de ce Sommet sont notamment l'environnement et ce en rapport avec COP 21 qui s'est tenue à Paris, en décembre dernier, la sécurité des personnes et des biens et le développement économique.

Recueillis par Dominique R.

http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2016/02/24/conseil-des-ministres-de-locean-indien-madagascar-y-sera-representee/

André Vallini, secrétaire d'État chargé du Développement et de la Francophonie à La Réunion

Le 24/02/2016

- André Vallini, secrétaire d'État chargé du Développement et de la Francophonie auprès du ministre des Affaires étrangères et du Développement international, sera à La Réunion les jeudi 25 et vendredi 26 février 2016. Il assitera au 31ème Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien.



Voici son programme

- **Jeudi 25 février 2016**

16h15 Visite de la Plate-forme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien (**PIROI**) 1 rue de la Croix-Rouge, La Mare, Sainte-Marie
17h30 Visite des locaux de l'**Agence Française de Développement** AFD, 44 rue Jean Cocteau, Saint-Denis

- **Vendredi 26 février 2016**

09h00 Séance d'ouverture du 31ème Conseil des ministres de la **Commission de l'océan Indien** Hôtel Mercure Créolia, Saint-Denis
17h15 Cérémonie de signature du compte-rendu du Conseil des ministres hôtel Mercure Créolia, Saint-Denis Il tiendra une conférence de presse à l'issue des discours. Il sera en direct dans le JT de 19h de Réunion1ere

http://reunion.la1ere.fr/2016/02/24/andre-vallini-secretaire-d-etat-charge-du-developpement-et-de-la-francophonie-la-reunion-334997.html

Secrétaire d'Etat chargé du développement et de la francophonie

André Vallini en visite à La Réunion



Le secrétaire d'Etat chargé du développement et de la francophonie après du ministre des Affaires étrangères, André Vallini, sera en visite à La Réunion ces jeudi 25 et vendredi 26 février 2016.

Le secrétaire d'Etat chargé du développement et de la francophonie après du ministre des Affaires étrangères, André Vallini, sera en visite à La Réunion ces jeudi 25 et vendredi 26 février 2016.

Au programme de son passage à La Réunion, le secrétaire d'Etat visitera la plate-forme d'intervention régionale de l'océan indien (PIROI) à Sainte-Marie à 16h15 ce jeudi 25 février. Une visite des locaux de l'Agence française de développement à Saint-Denis est prévue à 17h30.

Le lendemain, vendredi 26 février 2016, André Vallini sera à l'hôtel Créolia de Saint-Denis pour la séance d'ouverture du 31ème Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien à partir de 9h00. La cérémonie de signature du compte-rendu du Conseil des ministres se fera à 17h15.

www.ipreunion.com

http://www.ipreunion.com/photo-du-jour/reportage/2016/02/25/ecretaire-d-etat-charge-du-developpement-et-de-la-francophonie-andre-vallini-en-visite-a-la-reunion,40176.html

Témoignages

PCR : « La Réunion n'est pas respectée ni représentée à la COI »

25 février 2016 Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien à Saint-Denis

Manuel Marchal

Le PCR élève une protestation pour condamner la non-représentation de La Réunion au prochain Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien qui se tiendra vendredi à Saint-Denis, à La Réunion. Des choses très graves se préparent dans le dos des Réunionnais. C'est l'ouverture totale de l'économie de l'île à la concurrence sans que les Réunionnais n'aient leur mot à dire. Le Parti communiste réunionnais propose l'alternative du co-développement. Chaque pays de la COI doit pouvoir défendre ses propres intérêts pour aboutir à une stratégie commune où chacun est respecté, dans un esprit gagnant-gagnant.



Yvan Dejean et Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaires généraux du PCR.

« Nous sommes dos au mur, et l'actuel régime d'intégration de La Réunion à la France et à l'Europe a atteint ses limites. Tout en gardant les relations avec l'Union européenne et la France, il est urgent de regarder ce qui est autour de nous et d'en tirer les conséquences. Nous n'échapperons pas à la double intégration, dans l'UE et notre région géo-économique. Nous avions annoncé cela au Congrès du PCR de 1959 », a déclaré ce mercredi, le Parti communiste réunionnais en conférence de presse.

Présidence française et pas réunionnaise de la COI

Pour le Parti communiste réunionnais, La Réunion vit des heures décisives. Et demain se déroule justement à Saint-Denis le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, organisation régionale regroupant les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et La Réunion. Or, La Réunion n'aura pas droit à la parole au cours de cette importante rencontre. C'est la France qui s'exprimera par la voix d'un secrétaire d'État du gouvernement de la France, Alain Vallini. La France prend en effet la présidence de la Commission de l'océan Indien. Au nom du PCR, Yvan Dejean et Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaires généraux du Parti, ont protesté contre la non-représentation de notre île à cette conférence.

La France a des relations avec les îles de la région par le biais d'accord bilatéraux. Mais la rencontre de demain traite des rapports entre voisins. La Réunion doit avoir donc droit au chapitre, au minimum avec une co-présidence de la COI ? « Les relations de voisinage, cela se règle entre voisins. Ou alors on considère que nous sommes dans l'infantilisation », déplore le PCR. Cette absence de La Réunion dans les débats et les décisions plombe toute stratégie de co-développement, alors que c'est précisément ce co-développement qui peut permettre à l'économie de La Réunion de survivre dans un monde nouveau marqué par la création de vastes zones de libre-échange.

La France simple observateur, qui défend La Réunion ?

« Madagascar aura des besoins importants dans tous les domaines. Nous sommes voisins, à nous de faire des offres de partenariat durable et solidaire mais pas n'importe comment, dans l'esprit du co-développement. », souligne le PCR. Il précise que « les Réunionnais doivent jouer le premier rôle dans cette relation. Ce n'est pas le cas, nous régressons. L'ordre du jour du 31e conseil des ministres de la COI discute de la liaison entre les îles, du futur secrétaire général. Ce n'est pas du co-développement mais du marchandage. » De plus, les élus de La Réunion sont en dehors de la rencontre. « La Région aurait pu porter la voix des Réunionnais. La pire des humiliations est que nous ne faisons ni l'ouverture, ni la clôture », constate la direction du PCR.

Les représentants de 600 millions d'habitants se sont réunis au Caire pour examiner les conditions de création d'un libre-échange. L'Europe signe avec ces pays des APE (Accord de partenariat économique) pour appliquer les règles de l'OMC. « Où est la voix de La Réunion, qui a représenté La Réunion au sommet du Caire ? Qui a défendu La Réunion pour mettre des clauses de sauvegarde pour préserver un secteur économique fragile chez nous ? Personne ne parle en notre nom », constate Ary Yée Chong Tchi Kan.

Le PCR rappelle que lors du sommet de la Commission de l'océan Indien en août dernier à Moroni, la déclaration finale dit que les États membres de la COI donnent mandat à la COI pour négocier et accélérer la signature définitive de l'APE avec l'Union européenne. « En tant que territoire de l'Europe, nous allons subir les conséquences de l'abattement des frontières, les produits peuvent entrer sans droit de douane ni quota. Rien ne peut empêcher un acteur économique de La Réunion d'aller produire à côté et importer ici », remarque le PCR. Et La Réunion dans tout cela ? « La France aura un rôle d'observateur. Qui défend les Réunionnais ? » Un observateur ne peut pas voter ni être consulté, il observe.

Pour une co-souveraineté

Pour le PCR, la nouvelle loi sur l'égalité réelle doit avoir un chapitre important sur le co-développement régional. Le Parti propose de donner aux élus de La Réunion la possibilité de négocier avec les pays voisins.

« Définissons le cadre des échanges et les compétences afin de ne pas passer sous la coupe d'un fonctionnaire parisien pour signer un accord », souligne le PCR.

Les communistes réunionnais appellent Paris à accepter de vivre avec son époque. « Entre nous et Paris, il faut accepter une co-souveraineté pour agir de concert. Dans le cadre de la signature des APE, La Réunion doit être représentée et que cette personne rende compte publiquement de son travail à toute l'opinion réunionnaise ».

Autrement dit, « si à Paris on ne veut pas que La Réunion soit représentée par un Réunionnais à la COI, alors il y a à désespérer du concept d'égalité réelle ».

Le PCR propose de placer ce véritable co-développement sur des domaines d'avenir : enseignement, recherche, formation. « Nous avons tous en héritage la langue française. Le PCR demande la création d'une université de l'océan Indien ». Il plaide aussi pour mutualiser les expertises des différents pays.

« Si la France ne saisit pas cette occasion pour renforcer des liens durables, d'autres pays le feront » et le PCR ne donne pas cher de la persistance de la langue française dans notre région. Si aucune initiative ne voit le jour dans ce sens, les Réunionnais vont subir.

« C'est peut être la dernière occasion de créer des échanges durables avec nos voisins, sinon nous paierons les conséquences ».

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/pcr-la-reunion-n-est-pas-respectee-ni-representee-a-la-coi,85539

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Le respect et la représentation de La Réunion dans la COI : question de survie

Une France réduite au rang d'observatrice ne pourra pas défendre les intérêts réunionnais

Manuel Marchal
26 février 2016

Lors de sa conférence de presse mercredi, le Parti communiste réunionnais avait donné un coup de projecteur sur l'absence de représentation de La Réunion dans la COI. Un accord de libre-échange se prépare entre l'Union européenne et les États d'Afrique orientale. Ce sont les voisins de La Réunion et leurs marchandises et services pourront venir concurrencer sans taxe les productions de notre île, si les intérêts de La Réunion ne sont pas défendus. Ce n'est pas avec la France réduite au rang d'observatrice que La Réunion pourra être entendue. Il est donc urgent de corriger le tir, sous peine de voir le nombre de travailleurs privés d'emploi dépasser celui des actifs à La Réunion.



La menace qui pèse aujourd'hui sur la canne à sucre s'étendra à tous les secteurs si La Réunion est maintenue à l'écart des négociations de l'Accord de partenariat économique définitif. (Photo Toniox)

L'INSEE vient de dévoiler le contenu d'une étude sur l'évolution du nombre d'emplois dans le secteur marchand lors du troisième trimestre 2015. Il apparaît qu'au cours de ces trois mois, le nombre de personnes employées dans le privé a augmenté de 1,8 %, et de 3,6 % au cours des 12 mois précédents. Elles montrent un dynamisme dans ce domaine plus

grand qu'en France. À 10.000 kilomètres de La Réunion, les créations d'emploi dans le secteur marchand stagnent depuis 6 ans. Il est à noter qu'au cours de cette période, les aides de l'État aux entreprises ont augmenté à La Réunion, avec la mise en place du crédit d'impôt compétitivité emploi.

Les données de cette enquête de l'INSEE sont à rapprocher de la courbe du chômage. Entre septembre 2014 et septembre 2015, le nombre de Réunionnais totalement privés de travail pendant un an a augmenté de 1,3 %. Quant au nombre total de demandeur d'emplois, il avait alors connu une hausse de 3,3 % sur la même période.

Cela signifie que malgré une croissance de 3,6 % du nombre d'emplois dans le secteur privé, cela reste insuffisant pour compenser l'augmentation de la population active.

Dans le secteur public et parapublic, l'État dépense plus de 200 millions d'euros par an pour soutenir les embauches d'emplois aidés. Tous ces efforts n'arrivent pas à faire reculer le chômage.

Accord de partenariat économique à l'horizon

Ces données décrivent une économie très fragile. La croissance de la population active va encore durer de nombreuses années. La Réunion se stabilisera autour d'un million d'habitants aux alentours de 2030. D'ici là, le nombre de Réunionnais en âge de travailler continuera à croître. C'est pourquoi la négociation d'un accord de partenariat économique entre les pays voisins et l'Union européenne peut brutalement aggraver la situation. Ce type d'accord se conforme aux directives de l'OMC. L'Organisation mondiale du commerce préconise en effet une ouverture des marchés à l'essentiel du commerce, ce qui correspond à au moins 90 % des marchandises. Ce volume peut être asymétrique. Pour prendre un raccourci, cela signifie qu'un pays peut très bien ouvrir son marché à 100 % et son partenaire à 80 %. La moyenne arrive alors à 90 %.

Dans la discussion entre l'Union européenne et les pays voisins, les 28 États de l'UE sont prêts à ouvrir à la concurrence 100 % de leurs produits. Nos voisins ont la possibilité de placer des produits qu'ils jugent sensible en dehors de l'accord. Cela ne remet pas en cause le fait que les échanges portent sur « l'essentiel du commerce ». Pour les pays européens, la confrontation avec les économies de l'Est de l'Afrique et de ses coûts de production défiant toute concurrence peut apparaître lointaine. Mais pour La Réunion, elle est immédiate, et concerne quasiment tout ce qui est produit dans notre île, marchandises et services.

La concurrence est déjà là

En effet, La Réunion, comme ses voisins, se situe dans une zone de climat tropical. Ce qui pousse dans notre île pousse également à Maurice, Madagascar ou aux Comores. C'est pourquoi l'agriculture est menacée. Car les îles de notre région ont un coût de production moins élevé, du fait notamment de la non-application de lois sociales qui ont cours à La Réunion. Le SMIC y est beaucoup plus faible. Aujourd'hui, des taxes douanières et l'octroi de mer renchérissent ces produits. C'est ce qui permet à l'économie réunionnaise de soutenir encore la comparaison. Mais d'ores et déjà, des agriculteurs ont du mal à vendre leur production à La Réunion. C'est déjà arrivé à la Plaine des Cafres. Un maraîcher a dû arracher ses choux et les jeter. Il n'arrivait pas à les vendre à cause de l'importation à La Réunion de produits identiques mais moins chers malgré le transport, les taxes douanières et l'octroi de mer : des choux d'Afrique du Sud.

Quand l'accord de partenariat économique entrera en vigueur, il n'y aura plus de taxes pour les importations venant des pays d'Afrique orientale et des îles voisines.

Lors de sa conférence de presse jeudi, le PCR avait souligné un effet de cet accord. Un acteur économique réunionnais pourra délocaliser la production dans un pays voisin et vendre à La Réunion au même prix ou en le baissant légèrement. Il est assuré d'augmenter considérablement ses profits, mais cela augmentera le chômage à La Réunion. C'est pourquoi le Parti communiste réunionnais demande que les Réunionnais puissent pouvoir défendre leurs intérêts dans les discussions préalables à la signature de l'accord de partenariat économique définitif. L'application mécanique de cet APE ouvre en effet la voie à la ruine de l'économie et des emplois à La Réunion.

Urgence de corriger le tir

La dernière enquête de l'INSEE montre que le dynamisme de l'économie réunionnaise reste insuffisant pour réduire le chômage. Il suffit alors d'un grain de sable dans la mécanique pour que le chômage déjà trop élevé augmente encore plus rapidement. L'accord de partenariat économique annonce donc une accélération de la crise, ce qui rendra très difficile le maintien de ce qui reste de cohésion dans la société réunionnaise. Il est donc primordial que La Réunion puisse être respectée et représentée dans les accords de voisinage. Malheureusement, le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien montre que du côté de Paris, il n'y a pas la volonté de corriger le tir. Ce n'est pas avec une France simple observatrice dans les négociations que les intérêts de La Réunion seront défendus.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/le-respect-et-la-representation-de-la-reunion-dans-la-coi-question-de-survie,85554

COI : Tête-à-tête entre Béatrice Atallah et André Vallini

26 FEVRIER 2016



La ministre Béatrice Atallah s'entretenant avec André Vallini.

A peine arrivée hier à La Réunion dans le cadre du 31e Conseil des Ministres de la COI (Commission de l'océan Indien), la ministre des Affaires Etrangères malgache Béatrice Atallah a rencontré le nouveau secrétaire d'Etat français en charge du développement et de la Francophonie, André Vallini. Le Sommet de la Francophonie et la coopération bilatérale entre les deux pays étaient au centre des discussions. La présidence de la COI a été également évoquée par les deux parties. L'ambassadeur chinois à l'île Maurice était la deuxième personnalité diplomatique que le chef de la diplomatie malgache a rencontrée hier à La Réunion.

Diaspora. Avant ces deux rencontres hautement diplomatiques, la ministre Béatrice Atallah s'est entretenue avec la diaspora malgache à La Réunion. Une occasion pour ce membre du gouvernement d'évoquer la situation sociopolitique nationale, la présidence de la COI par Madagascar,

le retour du pays sur la scène internationale et aussi la situation interne au niveau du ministère des Affaires Etrangères. *« L'objectif est de redorer le blason de Madagascar au niveau international après les années de crise. La prolongation de notre présidence de la COI a été une réussite. »,* a-t-elle souligné. Elle a par ailleurs insisté sur la responsabilité de la diaspora dans le développement de Madagascar.

R. Eugène

HTTP://WWW.MIDI-MADAGASIKARA.MG/POLITIQUE/2016/02/26/COI-TETE-A-TETE-ENTRE-BEATRICE-ATALLAH-ET-ANDRE-VALLINI/

Seychelles NATION

Le Ministre Joël Morgan à La Réunion pour le 31e Conseil de la COI

26-February-2016



Le Ministre des Affaires étrangères et des Transports, Monsieur Joël Morgan, conduit la délégation des Seychelles à la 31e session du Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien prévu du 23 au 26 février à Saint Denis de La Réunion.

Le Conseil des ministres est l'organe de décision le plus important après le Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la COI.

Un ordre du jour bien fourni attend le ministre et sa délégation : Il touche aussi bien les questions de climat, de sécurité, de stabilité politique et de diplomatie, que tout ce qui a trait également à l'économie bleue, la sécurité alimentaire et le budget, sans oublier les questions

de connectivité – connectivités aérienne, maritime et numérique – ou de coopération dans le domaine du tourisme.

Les ministres auront à se pencher particulièrement sur la question de la succession du Secrétaire général, M. Jean Claude de l'Estrac, dont le mandat prend fin en juillet prochain. Le Comorien Hamada Madi, actuel directeur de Cabinet du Président de la République de l'Union des Comores chargé de la Défense, semble le mieux placé pour l'instant pour occuper le poste. Mais il n'est pas exclu qu'une candidature de dernière minute surgisse.

La session ministérielle est précédée d'une rencontre des Officiers Permanents de Liaison (OPL) qui a débuté depuis lundi et où les Seychelles sont représentées par l'OPL Kenneth Racombo qui est aussi le directeur général de la Division du Développement et de l'Intégration régionale du Ministère des AE et des Transports.

La délégation des Seychelles comprend outre le Ministre Morgan, l'Ambassadeur Callixte d'Offay, Conseiller diplomatique à la Présidence de la République, M. Kenneth Racombo OPL, et Nan Constant, principal économiste au Ministère des AE et des Transports.

HTTP://WWW.NATION.SC/ARTICLE.HTML?ID=248551

Afrique de l'Est: COI - Tête-à-tête entre Béatrice Atallah et André Vallini

26/02/16

Par R. Eugène

La ministre Béatrice Atallah s'entretenant avec André Vallini.
A peine arrivée hier à La Réunion dans le cadre du 31e Conseil des Ministres de la COI (Commission de l'océan Indien), la ministre des Affaires Etrangères malgache Béatrice Atallah a rencontré le nouveau

secrétaire d'Etat français en charge du développement et de la Francophonie, André Vallini. Le Sommet de la Francophonie et la coopération bilatérale entre les deux pays étaient au centre des discussions. La présidence de la COI a été également évoquée par les deux parties. L'ambassadeur chinois à l'île Maurice était la deuxième personnalité diplomatique que le chef de la diplomatie malgache a rencontrée hier à La Réunion.

Diaspora. Avant ces deux rencontres hautement diplomatiques, la ministre Béatrice Atallah s'est entretenue avec la diaspora malgache à La Réunion. Une occasion pour ce membre du gouvernement d'évoquer la situation sociopolitique nationale, la présidence de la COI par Madagascar, le retour du pays sur la scène internationale et aussi la situation interne au niveau du ministère des Affaires Etrangères. « L'objectif est de redorer le blason de Madagascar au niveau international après les années de crise. La prolongation de notre présidence de la COI a été une réussite. », a-t-elle souligné. Elle a par ailleurs insisté sur la responsabilité de la diaspora dans le développement de Madagascar.

http://fr.allafrica.com/stories/201602260896.html

moov
Internet Revolution

COI : Tête-à-tête entre Béatrice Atallah et André Vallini

26-02-2016

A peine arrivée hier à La Réunion dans le cadre du 31e Conseil des Ministres de la COI (Commission de l'océan Indien), la ministre des Affaires Etrangères malgache Béatrice Atallah a rencontré le nouveau secrétaire d'Etat français en charge du développement et de la Francophonie, André Vallini.



Le Sommet de la Francophonie et la coopération bilatérale entre les deux pays étaient au centre des discussions. La présidence de la COI a été également évoquée par les deux parties. L'ambassadeur chinois à l'île Maurice était la deuxième personnalité diplomatique que le chef de la diplomatie malgache a rencontrée hier à La Réunion.

Diaspora. Avant ces deux rencontres hautement diplomatiques, la ministre Béatrice Atallah s'est entretenue avec la diaspora malgache à La Réunion. Une occasion pour ce membre du gouvernement d'évoquer la situation sociopolitique nationale, la présidence de la COI par Madagascar, le retour du pays sur la scène internationale et aussi la situation interne au niveau du ministère des Affaires Etrangères. « L'objectif est de redorer le blason de Madagascar au niveau international après les années de crise. La prolongation de notre présidence de la COI a été une réussite. », a-t-elle souligné. Elle a par ailleurs insisté sur la responsabilité de la diaspora dans le développement de Madagascar.

R. Eugène

http://www.moov.mg/actualiteNationale.php?articleId=877105

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN : « PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ, AU CLIMAT ET À LA CONNECTIVITÉ » :

LE 31E CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI ACCORDE À LA CHINE LE STATUT D'OBSERVATEUR

29 février 2016

La Commission de l'océan Indien a publié hier le communiqué rendant compte des travaux du Conseil des ministres qui s'est tenu vendredi à Saint-Denis. Il indique que la Chine obtient le statut d'observateur, et que la candidature de Hamada Mmadi Boléro au poste de Secrétaire général de la COI pour un mandat de quatre ans à compter de juillet prochain. Cette candidature a été acceptée à l'unanimité.



31e Conseil des ministres de la COI

Mohamed Abdoulkarim, ministre des Affaires étrangères des Comores, Béatrice Attalah, ministre des Affaires étrangères de Madagascar, Alain Vallini, secrétaire d'État français au Développement, Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, Etienne Sinatambou, ministre des Affaires étrangères de Maurice, et Joël Morgan, ministre des Affaires étrangères des Seychelles saluent l'adoption du relevé de conclusions du Conseil des ministres de la COI.

Le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), organisé à La Réunion le 26 février 2016, a été l'occasion de passer en revue une trentaine de dossiers couvrant un large éventail de secteurs de

la coopération régionale. Outre les questions politiques et diplomatiques, ce sont notamment les enjeux de sécurité, du climat et de la connectivité qui ont marqué les débats.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Béatrice Atallah, ministre malgache des Affaires étrangères et présidente sortante du Conseil des ministres de la COI, a passé le flambeau à André Vallini, Secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie. La présidence française aura pour priorités « les questions de sécurité, notamment la lutte contre le terrorisme et la piraterie, les questions climatiques dans la continuité de la COP21 et la connectivité », a précisé André Vallini.

Le 31e Conseil a insisté sur l'importance de la lutte contre le terrorisme et les trafics criminels. Le ministre des Affaires étrangères et des Transports des Seychelles, Joël Morgan, a ainsi rappelé que « le président des Seychelles, à son investiture, a souligné la nécessité pour les pays de la COI de lutter ensemble contre les trafics de drogue ». C'est ainsi que le Conseil a adopté la proposition d'un plan d'action et de la création d'une unité spécialisée en matière de lutte contre ce fléau. Cette question est complémentaire de l'ensemble

La montée en puissance de l'organisation régionale en tant qu'entité de dialogue, de stabilité et de prévention des crises a été mise en valeur par l'intervention du ministre comorien des Relations extérieures et de la Coopération, Mohamed Abdoulkarim : la COI, a-t-il souligné, « a pleinement joué son rôle d'instrument régional de proximité, assumant ses responsabilités et son sens de la famille indianocéanique dans la résolution des crises, notamment à Madagascar et aux Comores ». Les ministres ont d'ailleurs apprécié positivement les efforts du Secrétariat général de la COI pour l'envoi d'observateurs à l'élection présidentielle des Seychelles en décembre dernier et au premier tour du scrutin national aux Comores le 21 février.

Sur le plan de la connectivité aérienne, Etienne Sinatambou, chef de la diplomatie mauricienne, a salué « le travail effectué par la COI pour le rapprochement des autorités de l'aviation civile et des compagnies aériennes [qui a débouché sur la création de l'Alliance Vanille] ». Les

ministres ont également approuvé la position défendue par la COI visant à améliorer la desserte aérienne inter-îles par la création d'une compagnie low cost. Pour le sénateur réunionnais et président du Conseil régional, Didier Robert, « seule une compagnie de ce type à laquelle participe les transporteurs de la région est en mesure d'apporter une réponse efficace ».

Les membres du Conseil ont également manifesté leur intérêt pour les avancées en matière de connectivité numérique, notamment pour la coopération nouée avec l'Estonie, leader européen en matière de gouvernance numérique.

« Dans le domaine de la connectivité maritime, conscients de l'ampleur de nos échanges commerciaux par voie maritime, il apparait évident que le projet de cabotage maritime est mutuellement avantageux pour nos pays. Ainsi, la validation de l'étude de faisabilité sur la mise en place d'un système régional de cabotage maritime est une étape importante franchie », a résumé Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères de Madagascar.

Sur le plan climatique, Marjaana Sall, ambassadeur de l'Union européenne, a fait part de son « appréciation positive du rôle de la COI dans la défense des intérêts des Petits Etats Insulaires en Développement sur la scène internationale », notamment à l'occasion de la COP21 marquée par la signature d'une déclaration commune COI-UE. Pour que la COI aide au mieux ses pays membres à faire face aux défis climatiques, le Conseil a souligné l'importance de compléter les démarches pour que l'organisation puisse accéder aux fonds climat qui serviront à financer des plans d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique.

Les ministres de la COI se sont aussi félicités des avancées récentes dans le domaine de la sécurité alimentaire, notamment en ce qu'il s'agit de la mise en œuvre annoncée du programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (COI-PRESAN), co-produit avec la FAO. « Certes, beaucoup reste à faire pour que Madagascar redevienne le Grenier de l'Indianocéanie et pour que chacun de nos pays améliore ses capacités propres et ses filières d'excellence. Mais déjà, le COI-PRESAN est vu par la

FAO comme un modèle réplicable qui sera présenté à la conférence de la FAO pour l'Afrique en avril prochain à Abidjan », a précisé Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI.

Le 31e Conseil de la COI a également été marqué par deux décisions qui concernent l'avenir immédiat de l'organisation.

Principales décisions

D'une part, le Conseil des ministres de la COI a accordé le statut d'observateur à la République populaire de Chine. L'ambassadeur de Chine à Maurice, Li Li, a mis en exergue la volonté de son pays de « travailler de concert avec la COI en faveur du développement de cette région riche de potentialités ».

D'autre part, le ministre comorien des Relations extérieures a présenté la candidature de Hamada Mmadi Boléro au poste de Secrétaire général de la COI pour un mandat de quatre ans à compter de juillet prochain. Cette candidature a été acceptée à l'unanimité.

Les ministres du Conseil, les élus de La Réunion, les représentants des partenaires et les Officiers permanents de liaison ont tous rendu un hommage appuyé à Jean-Claude de l'Estrac qui participait à son dernier Conseil des ministres.

Le 31e Conseil s'est terminé avec la signature de trois accords :

- Une convention de financement pour une facilité de coopération technique d'un montant de 910 000 € sur quatre ans de l'Union européenne pour la préparation des projets du 11e Fonds européen de développement ;
- Un accord sur la formation en ligne en agro-sciences avec l'Institut agronomique, forestier et vétérinaire de France (Agreenium) et les universités des pays membres ;
- Le renouvellement de l'accord de partenariat entre la COI et la Plateforme d'intervention régionale pour l'océan Indien (PIROI) en matière d'adaptation au changement climatique et gestion et réduction des risques naturels.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/commission-de-l-ocean-indien-priorite-a-la-securite-au-climat-et-a-la-connectivite,85578

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

COI : COMMENT DES RÉUNIONNAIS ONT-ILS PU ACCEPTER UNE TELLE RÉGRESSION ?

DE LA FRANCE/RÉUNION À LA FRANCE : LES RÉUNIONNAIS DE LA TRIBUNE AU STRAPONTIN

27 février 2016

Quand Paul Vergès présidait la Région Réunion, il était également le chef de la délégation qui représentait La Réunion au nom de la France à la Commission de l'océan Indien. Ce temps est bien révolu, comme l'a rappelé le déroulement du 31e Conseil des ministres de la COI. Les élus réunionnais n'ont pas eu droit à la parole lors de la cérémonie d'ouverture publique. Il leur a été concédé le droit de s'exprimer au début de la séance de travail. Comment des Réunionnais ont-ils pu accepter d'être traités de la sorte ? Qu'est devenue la solidarité entre peuples frères qui était le fondement de la Conférence des Partis progressistes de l'océan Indien, devenue Commission de l'océan Indien ?



Le secrétaire d'État du gouvernement français s'exprime à la tribune.

Les Réunionnais, ici Didier Robert, n'ont pu prendre la parole que pendant la séance de travail après la pause-café depuis leur chaise de membre de la délégation française.

Comme tout Conseil des ministres d'organisation internationale, celui de la Commission de l'océan Indien se déroule selon un scénario en trois temps. Tout d'abord une cérémonie d'ouverture publique au cours de laquelle les chefs de délégation peuvent prendre la parole. Ensuite une séance de travail à huis clos. Puis une cérémonie de clôture publique avec la signature du relevé des conclusions et une conférence de presse.

Depuis le début du mois, Témoignages repose le problème de la représentation de La Réunion dans cette organisation qu'elle a contribuée à créer au travers de la participation du PCR dans la Conférence des Partis progressistes du Sud-Ouest de l'océan Indien. En effet, lors de la cérémonie du jour de l'an lunaire sous l'égide du Consulat général de Chine, le préfet de La Réunion avait annoncé que la prochain Conseil des ministres de la COI allait acter le début de la présidence française de l'organisation.

Ce que la France doit à La Réunion

Rappelons que quand Paul Vergès était président de la Région Réunion, il était le chef de la délégation qui représentait la France/Réunion à la COI. Ce n'était que justice car si la France est membre de la COI, elle le doit à La Réunion. La Commission de l'océan Indien est l'évolution institutionnelle d'une structure politique créée dans les années 1970, la Conférence des Partis progressistes de l'océan Indien. C'est cette conférence qui a jeté les bases de l'organisation actuelle, en fixant déjà une stratégie de développement. Le PCR représentait La Réunion dans cette organisation. Aucun parti français n'y siégeait.

Quand la Conférence a évolué du niveau des partis à celui des États, la présence de La Réunion a pu être réglée par la création d'une délégation France/Réunion. Cela montrait bien que si la France était un État membre de la COI, La Réunion était également partie prenante car Paris ne se situe pas dans l'océan Indien.

La fin de France/Réunion

Hier, lors de la cérémonie d'ouverture, la France/Réunion avait disparu et il ne restait que la France. C'est un secrétaire d'État, représentant du ministre des Affaires étrangères de la France qui a pris la parole. Puis après la pause café, la séance de travail a commencé en présence des journalistes. C'est en effet à ce moment que Didier Robert et Nassimah Dindar ont été autorisés à s'exprimer non pas à une tribune, mais depuis leur chaise de membre de la délégation française. Puis les journalistes ont été priés de quitter la salle. Comment des Réunionnais ont-ils pu accepter d'être traité de cette façon ? Qu'est devenue la solidarité entre peuples frères qui était le fondement de la Conférence des Partis progressistes de l'océan Indien ?

Cette régression est dans le prolongement du Sommet des chefs d'État de Moroni. Le nom de La Réunion n'y figurait même pas dans la déclaration finale. En mai dernier à Madagascar, c'est une fonctionnaire française qui conduisait la délégation lors du Conseil des ministres de la COI.

M.M.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/coi-comment-des-reunionnais-ont-ils-pu-accepter-une-telle-regression,85569

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

QUI EST LE NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA COI ?

31E CONSEIL DES MINISTRES DE LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

27 février 2016



Le Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien était marqué par la fin du mandat de Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de l'organisation. Cette instance devait donc désigner son successeur. Hamada Madi Bolero est pressenti pour devenir le 8e secrétaire général de la Commission de l'océan Indien. Mais à l'heure de la conclusion du sommet, le nouveau secrétaire général n'a pas été présenté à la presse, et son nom n'a pas été cité.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/qui-est-le-nouveau-secretaire-general-de-la-coi,85568

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

CONSOLIDER DAVANTAGE « NOTRE ESPRIT DE SOLIDARITÉ ET DE FRATERNITÉ »

BÉATRICE ATTALAH, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE MADAGASCAR

27 février 2016

Intervention au 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, le 26 février 2016 à Saint-Denis à La Réunion.



Béatrice Attalah, ministre des Affaires étrangères de Madagascar et présidente sortante du Conseil des ministres de la COI, a déclaré que l'organisation demeure un géant dans la région, mais qui reste fragile. Sous sa présidence, la visibilité de la COI s'est améliorée au cours des différents sommets internationaux.

Béatrice Attalah a salué le retour du sommet de la Francophonie dans l'océan Indien, 23 ans après sa dernière session dans notre région. Il se tiendra en novembre à Madagascar. La ministre a annoncé l'ouverture prochaine à Madagascar d'un bureau de l'Organisation internationale de la Francophonie rayonnant sur l'océan Indien.

La ministre malgache a également annoncé une prochaine réunion du COMESA dans la Grande Île.

Elle a appelé à faire avancer le processus d'intégration régionale. La concrétisation du projet de sécurité alimentaire sera à réaliser au cours de la présidence qui commence.

Soulignant que « nous avons un devoir de redevabilité sociale », la ministre a salué des actions de la COI plus proches de la population.

La présidence malgache a été un événement qui a marqué le retour de Madagascar sur le devant de la scène internationale : « Madagascar retrouve chaque jour la confiance de nos partenaires »

Béatrice Attalah a appelé les États membres pour consolider davantage « notre esprit de solidarité et de fraternité ».

« Au moment où la France va prendre la présidence de notre organisation, Madagascar est fière d'avoir occupé cette tâche. Madagascar est plus forte, et d'un pas décidé nous marchons vers l'avenir.



Délégation de Madagascar conduite par Béatrice Attalah

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/consolider-davantage-notre-esprit-de-solidarite-et-de-fraternite,85563

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

COI : RÉGRESSION DES ÉLUS RÉUNIONNAIS ET RECUL DE LA SOLIDARITÉ AVEC LA RÉUNION

J.B.

27 février 2016

La Réunion accueillait hier le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien. Son déroulé a été tout un symbole de la régression des élus réunionnais et du recul de la solidarité des peuples frères avec La Réunion. Une manifestation de cette importance internationale commence par une cérémonie d'ouverture. Le secrétaire général de l'organisation et les chefs de délégation sont invités à prendre la parole. Lors de cette séquence publique, aucun Réunionnais n'a été autorisé à prendre la parole. Tour à tour se sont succédé les ministres de l'Union des Comores, des Seychelles, de Maurice et de Madagascar. Puis un secrétaire d'État qui est intervenu au nom de la France. La Réunion a donc été rayée de la

carte. Pourtant, notre île partage avec les autres pays de la COI une histoire et une culture commune. Le secrétaire général de la COI a rappelé cette communauté de valeur. Mais si aux dernières nouvelles, Paris ne se situe pas au bord de l'océan Indien, cela n'empêche pas un représentant du gouvernement français de parler alors que les Réunionnais qui accueillent le Conseil des ministres ne s'expriment pas.

Pourtant, des élus réunionnais étaient présents. Ils étaient assis au premier rang dans la salle : les députés Huguette Bello, Monique Orphé et Jean-Jacques Vlody ainsi que les présidents des deux collectivités : Nassimah Dindar et Didier Robert. Les Réunionnais voient souvent à la télévision les indignations de Huguette Bello lors de la séance des questions des députés au gouvernement ou pendant d'autres opérations médiatiques. Mais la députée est restée sagement assise et n'a dit mot, imitée par ses collègues.

Après la pause-café, la séance de travail du Conseil des ministres sous présidence française a commencé. Contrairement aux usages, elle ne s'est pas déroulée intégralement à huis-clos. Didier Robert et Nassimah Dindar ont été invité à parler à ce moment-là en présence des journalistes. Mais à la différence des ministres et du secrétaire d'État, ils n'étaient pas debout derrière un pupitre, mais assis sur une chaise à la table de la délégation française. La Réunion n'était donc pas sur un pied d'égalité. Son infériorité était clairement affichée. De la tribune, sa représentation est réduite à un strapontin.

C'est une humiliation dans laquelle les élus de La Réunion portent une responsabilité. En d'autres temps, la Région Réunion n'aurait jamais accepté d'être traitée de la sorte. Personne n'ose imaginer que Paul Vergès aurait pu cautionner de pareils procédés. Mais les élus réunionnais présents hier ont accepté ce traitement. Ils sont venus et ont joué la partition qui leur était proposée. La conséquence, c'est la régression des élus réunionnais.

Mais il faut également noter qu'à une autre époque, les autres délégations se seraient élevées contre le traitement subi par La Réunion, au nom de la solidarité entre les peuples frères. La Commission de l'océan Indien est en

effet le résultat des luttes solidaires menées par les peuples de notre région au sein de la Conférence des partis progressistes de l'océan Indien. Il s'agissait alors de combattre notamment le régime d'apartheid en Afrique du Sud qui était alors soutenu par la France et les autres grandes puissances occidentales. L'objectif était « Océan zone de paix », pour contrer la militarisation de notre région par les États-Unis avec leur base de Diego-Garcia. La solidarité avec La Réunion a donc reculé. Comment l'expliquer ?

http://www.temoignages.re/politique/edito/coi-regression-des-elus-reunionnais-et-recul-de-la-solidarite-avec-la-reunion,85572

Zinfos974.com
le journal qui ozé

31ème Conseil de la COI: La sécurité, le tourisme et le climat au centre des débats

28 Février 2016



La Réunion a accueilli ce vendredi le 31ème Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI). Une trentaine de dossiers liés notamment à la sécurité, au tourisme et au climat ont été débattus.

Le Conseil a débuté par le passage de flambeau entre la ministre malgache des Affaires étrangères Béatrice Atallah et André Vallini, le secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie. Le nouveau président de la COI a établi comme priorité "les questions de sécurité, notamment la lutte contre le terrorisme, la piraterie et les

questions climatiques", a précisé André Vallini. Le combat contre le terrorisme passant également par la lutte contre le trafic de drogue, le Conseil a adopté la proposition "d'un plan d'action et la création d'une unité spécialisée en matière de lutte contre ce fléau", à la demande du ministre des Affaires étrangères et des Transports des Seychelles, Joël Morgan.

En matière de développement touristique les ministres ont montré leur soutien au projet de création d'une compagnie low cost qui desservirait les pays de la zone. Didier Robert, président de la Région Réunion a ainsi réaffirmé sa position: "seule une compagnie de ce type à laquelle participe les transporteurs de la région est en mesure d'apporter une réponse efficace".

A l'occasion de la COP 21, COI et Union européenne s'étaient accordées pour reconnaitre "le très faible impact des activités humaines des pays de la Commission de l'océan Indien sur l'accroissement mondial des gaz à effet de serre", pourtant ces pays font face à des défis climatiques.
Dans la continuité de ce qui a été décidé, le Conseil a souligné "l'importance de compléter les démarches pour que l'organisation puisse accéder aux fonds climat qui serviront à financer des plans d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique".

Par ailleurs ont été signés trois accords dont une convention de financement d'un montant de 910 000 euros pour la préparation des projets du 11ème Fonds européen de développement ainsi que le renouvellement de l'accord de partenariat entre la COI et la Plateforme d'intervention régionale pour l'océan Indien (PIROI).

http://www.zinfos974.com/31eme-Conseil-de-la-COI-La-securite-le-tourisme-et-le-climat-au-centre-des-debats_a98194.html

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

« LE FRANÇAIS EN PARTAGE »

ALAIN VALLINI, SECRÉTAIRE D'ÉTAT FRANÇAIS AU DÉVELOPPEMENT

27 février 2016

Intervention au 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, le 26 février 2016 à Saint-Denis à La Réunion.



Alain Vallini, secrétaire d'État français au Développement et nouveau président du Conseil des ministres de la COI, a rappelé que « nous avons le français et des valeurs en partage ». Il a aussi déclaré que cette année marque le « 30e anniversaire de l'adhésion de la France et de l'Union des Comores à la COI ».

La France est fière de sa contribution à la COI, notamment par le biais de l'Agence française de développement (AFD).

Il a ensuite cité les trois grandes orientations de la présidence française : sécurité, climat, connectivité et croissance économique. Le représentant du gouvernement français souhaite que la COI devienne un espace global de séjour et dit que son pays est « toujours heureux et fier de participer aux travaux de la COI ».

Il a décrit une France infatigable défenseur des intérêts de la COI auprès de l'Union européenne.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/le-francais-en-partage,85562

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

CO-DÉVELOPPEMENT

LE TOURISME EST « APPELÉ À CONTINUER SUR SA BELLE LANCÉE »

ETIENNE SINATAMBOU, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE MAURICE

27 février 2016

Intervention au 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, le 26 février 2016 à Saint-Denis à La Réunion.



Etienne Sinatambou, ministre des Affaires étrangères de Maurice, a commencé son discours en adressant ses sincères remerciements « aux autorités françaises et au peuple réunionnais » pour la qualité de leur accueil.

Il a plaidé pour saisir les opportunités, avec le tourisme qui est « appelé à continuer sur sa belle lancée ». Les connexions Maurice-Chine y sont pour beaucoup, a-t-il précisé.

Les opérateurs économiques et les peuples de la COI pourront bénéficier du corridor aérien entre Maurice et Singapour, ainsi que des connexions vers l'Australie et l'Afrique.

La vulnérabilité et la petite taille des pays de la COI sont à l'origine d'une instabilité alimentaire. C'est pourquoi le ministre mauricien salue l'initiative de faire de Madagascar le grenier de l'océan Indien.

La sécurité maritime est un volet important, a-t-il dit, rappelant le lancement à Maurice d'une plate-forme régionale pour combattre le terrorisme.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/le-tourisme-est-appele-a-continuer-sur-sa-belle-lancee,85565

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu et en temps réel

27/02/2016

Un Comorien à la tete de la Commisison De L'Océan Indien

Hakim AHAMED ZOUBEIRI 09:34:00

© www.habarizacomores.com -
Chargé de la défense en tant que directeur de cabinet du Président de l'Union des Comores depuis octobre 2012, Hamada Madi Bolero quitte ce poste, le plus stratégique de l'Archipel, pour devenir le prochain secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) en remplacement du mauricien Jean-Claude de L'Estrac.



De Gauche à Droite, le journaliste Toufeyil Maecha et Hamada Madi Bolero

Sa nomination, lors du prochain Conseil des ministres des États membres de la COI, le 26 février 2016 à La Réunion, n'est qu'une simple formalité. La décision des instances de la Commission étant déjà prise suite à une consultation auprès de l'intéressé en novembre 2015, sur proposition des Comores.

A LIRE: Passation de service au cabinet du président de la République: Idaroussi Alaoui investi dans ses nouvelles fonctions

Formé à l'Institut des relations internationales de Kiev (Ukraine) et à l'université de Bordeaux (France), **Hamada Madi Bolero** est présent dans les rouages politiques des Comores depuis une quinzaine d'années, dans un pays marqué par une série de coups d'État avant 2010.

Hamada Madi Bolero a démarré sa carrière comme conseiller juridique à l'Assemblée fédérale en 1999, puis conseiller de défense et directeur de cabinet du président de la République Azali et du Premier ministre. Très bon négociateur, il a été l'un des principaux négociateurs de l'accord de Fomboni (réglant le problème avec les séparatistes anjouanais) en 2001, et il a occupé la fonction, durant cinq mois – de janvier à mai 2002 –, de président de la République par intérim des Comores.

Ministre de la Défense, en 2004, il claque la porte du gouvernement. Après cette démission, suivie d'une défaite aux législatives de 2004, il connaît une traverée du désert jusqu'à la présidentielle de 2010. Le Président de l'Union, Ikililou Dhoinine, l'a nommé directeur de cabinet, d'octobre 2012 jusqu'en ce début de février 2016. ***PAR ACTEURS PUBLICS***
© www.habarizacomores.com

http://www.habarizacomores.com/2016/02/un-comorien-la-tete-de-la-commission-de.html



29 Fev

ACCUEIL ECONOMIE REFLETS POLITIQUE SPORTS CULTURE FAITS DIVERS ELUCUBRATIONS CARICATURES UNE

CONTACT PHOTOS ET VIDEOS TECH FIM 2015 RECHERCHER

« Madio ny eritreritro », hoy izy : niala tainy tamin'ny FJKM ny pasitera Rasendrahasina

Conseil des ministres de la COI : la stabilité politique mise en avant

Par Les Nouvelles sur 27/02/2016

«A l'heure où chacun de nos pays conforte son choix d'une stabilité politique et du raffermissement de la démocratie avec la tenue et l'issue heureuse des élections législatives et présidentielles respectivement aux Comores et aux Seychelles – Madagascar se félicite du parachèvement de la mise en place de ses propres institutions démocratiques, dont le dernier en date est le Sénat, comme garant de la stabilité dans la Grande Ile».

Ces déclarations sont de la ministre des Affaires étrangers, Beatrice Atallah hier lors de l'ouverture de la trente et unième Conseil des ministres de la commission de l'Océan Indien (COI). Trois pays membres de cette instance viennent en effet de réaliser des consultations populaires qui constituent le socle de la démocratie, et dont la légitimité est reconnue au niveau international. «*La stabilité et la sécurité sont les gages du succès de tous nos projets*», a par ailleurs insisté la ministre des Affaires étrangères.

En matière de sécurité, la signature de l'accord de siège du Centre régional de fusion d'Information maritimes (CRFIM) récemment dans la capitale malgache figure parmi les points d'orgue de la présidence malgache. «*Cette étape, vous le conviendrez avec moi, ne devra cependant pas être considéré comme un aboutissement mais bien l'amorce de deux grands chantiers pour la région ; chantiers devant suscitant l'adhésion de tous afin que nos efforts conjugués engendrent des retombées réelles et perceptibles au niveau de nos populations respectives*», *a fait savoir la Chef de la diplomatie malgache dans son discours.*

La Grande ile a, en effet, assumé la présidence tournante de l'Organisation sous régionale Madagascar en s'engageant à faire de ses priorités le raffermissement du rayonnement diplomatique et stratégique de la COI. Ce qui, au vu du bilan évoqué par la COI, est une réussite. Le renforcement de la connectivité entre les Etats membres, l'acquisition par la COI du statut d'observateur auprès de l'Organisation Mondiale de la Migration ou encore la signature de l'accord de siège de l'Unité Régionale de la COI pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle (URSAN) figurent, entre autres, parmi les objectifs atteints sous la présidence malgache. Du reste, lors du Conseil des ministres d'hier, la partie malgache, n'as pas manqué de défendre la facilitation de la circulation des personnes au sein des Etats membres, en particulier l'obtention du visa touristique.

Jao Patricius

http://www.newsmada.com/2016/02/27/conseil-des-ministres-de-la-coi-la-stabilite-politique-mise-en-avant/

29 Fev

ACCUEIL | ECONOMIE | REFLETS | POLITIQUE | SPORTS | CULTURE | FAITS DIVERS | ELUCUBRATIONS

CONTACT | PHOTOS ET VIDEOS | TECH | FIM 2015 | RECHERCHER

Transfert des pouvoirs à Ravalomanana...

La Réunion : rencontre entre Atallah et Vallini

Par Les Nouvelles sur 26/02/2016

A peine arrivée, hier à La Réunion pour participer au 31è Conseil des ministres de la COI, la ministre des Affaires étrangères, Beatrice Atallah a eu plusieurs rencontres avec des personnalités du monde diplomatique.

C'est le cas du nouveau Secrétaire d'Etat en charge du développement et à la Francophonie, André Vallini, et de l'ambassadeur chinois à Maurice. Avec le premier, les discussions ont porté sur le sommet de la Francophonie prévu se tenir à Madagascar en novembre, ainsi que de la coopération bilatérale. Les deux personnalités ont aussi évoqué la présidence de la COI et, les dossiers se référant notamment à la consolidation des acquis.

Auparavant, la chef de la diplomatie malgache a eu une séance de travail avec le personnel du Consulat général de La Réunion conduit par Virapin Ramamonjisoa. En effet, depuis le retour à l'ordre constitutionnel, c'est la première fois qu'un chef de la diplomatie malgache effectue un déplacement dans cette île hautement géostratégique. Lors de cet échange, la ministre a, entre autres évoqué la situation sociopolitique nationale, la présidence de la Commission de l'océan Indien (COI) par Madagascar, le retour du pays sur la scène internationale, mais aussi la situation interne au niveau du ministère des Affaires étrangères. «*Comment redorer le blason de Madagascar au niveau international après les années de crise ? Cette mission qu'on m'a confiée reste au centre des actions du ministère des Affaires étrangères. La prolongation de notre mandat à la présidence de la COI a à ce titre été une réussite*», a fait savoir la ministre des Affaires étrangères.

Responsabilité de la diaspora

Par ailleurs, la chef de la diplomatie malgache a également insisté sur la responsabilité de la diaspora dans le développement de la Grande île. «Au sein du ministère, une direction en charge de la diaspora est déjà sur pied, les actions des personnels de la représentation de Madagascar à l'extérieur doivent ainsi se concentrer sur la mobilisation de nos compatriotes pour qu'ensemble nous contribuions au développement du pays», a fait savoir la ministre des Affaires étrangères. Le Consul général de La Réunion, Virapin Ramamonjisoa s'est, quant à lui, déclaré prêt à soutenir les efforts de l'Etat tout en remerciant le chef de l'Etat et la ministre des Affaires étrangères. A noter qu'une partie des personnels de la représentation de Madagascar à l'extérieur pourraient aussi être appelés à la rescousse pour soutenir le ministère des Affaires étrangères dans la réalisation du sommet du Comesa et celui de la Francophonie.

Jao Patricius

N'hésitez pas à partager cet article

http://www.newsmada.com/2016/02/26/la-reunion-rencontre-entre-atallah-et-vallini/

Retour en images sur la réunion des ministres de l'Océan Indien à l'hôtel Créolia

Les ministres des pays membres de la Commission de l'Océan Indien ont participé ce vendredi à l'hôtel Créolia de Saint-Denis au 31e Conseil des ministres de la COI. Un conseil qui s'est déroulé en présence du secrétaire d'État chargé du Développement et de la Francophonie, André Vallini. (Photos : Pierre Marchal / Anakaopress)



http://www.zinfos974.com/Retour-en-images-sur-la-reunion-des-ministres-de-l-Ocean-Indien-a-l-hotel-Creolia_a98155.html

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu et en temps réel

COI : Madagascar transmet la présidence à la France

27 Fév 2016

Hakim AHAMED ZOUBEIRI 09:40:00



© www.habarizacomores.com - 31E CONSEIL DES MINISTRES DE LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Hier, la cérémonie d'ouverture du Conseil des ministres de la COI a vu l'intervention des chefs de la diplomatie des Comores, de Maurice, des Seychelles et de Madagascar, du secrétaire général de la COI et du secrétaire d'État représentant le chef de la diplomatie française. Elle s'est conclue par la transmission de la présidence du Conseil des ministres à la France.



Béatrice Attalah remet le drapeau de la COI à Alain Vallini.

Le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien s'est tenu hier à l'hôtel Créolia à Saint-Denis. Luc Hallade, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien animait la cérémonie d'ouverture.

http://www.habarizacomores.com/2016/02/coi-madagascar-transmet-la-presidence.html

HABARI ZA KOMORI

أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores

Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu et en temps réel

28 Fév 2016

Hamada Madi Boléro, nouveau SG de la COI : Mot de remerciement

Hakim AHAMED ZOUBEIRI 14:21:00

©www.habarizacomores.com - Honorable assistance à vos grades et qualités, je vous présente mes très sincères remerciements, pour m'avoir choisi cet après-midi (26 février 2016).

INDIANOCEANIE : « Nous sommes un carrefour stratégique entre l'Asie et l'Afrique et un trait d'union entre l'océan et les continents. Bien sûr, je mesure la tâche qui sera désormais la mienne dans un monde complètement désorganisé parce qu'il subit les assauts simultanés d'une nature que l'homme n'a cessé d'exploiter, pas toujours à bon escient ».

Le samedi 26 février 2016, à Saint Denis de La Réunion, le Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) a désigné **Hamada Madi Boléro** par acclamation nouveau Secrétaire général de l'organisation sous-régionale. Emu, satisfait mais pas inquiet, Hamada Madi Boléro a prononcé un mot de remerciement de haute facture, dont voici la teneur :



Monsieur le Président du Conseil, Messieurs les ministres et chefs des délégations, Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Préfet, Honorable assistance à vos grades et qualités,

Permettez-moi juste quelques mots. D'abord à l'endroit des autorités françaises, réunionnaises, pour l'accueil très chaleureux qui nous a été réservé. Lorsqu'on se retrouve dans un des pays de l'océan Indien, on ne se sent jamais dépaysé, parce qu'on se sent chez soi.
C'est cette très symbolique ressemblance dans la diversité qui fait aussi la richesse de notre région et quel pourrait-être encore comme objectif principal d'une organisation telle que la nôtre que l'affirmation, la mise en valeur de tout ce qui nous rassemble!

http://www.habarizacomores.com/2016/02/hamada-madi-bolero-nouveau-sg-de-la-coi.html

COI. 31ème Conseil des ministres. Priorité à la sécurité, au climat et à la connectivité

DIMANCHE, 28 FEVRIER 2016



COI, La Réunion, le 26 février 2016. De g. à dr.: **Jean Claude de l'Estrac**, Secrétaire général de la COI; **Didier Robert**, président du Conseil régional de La Réunion; **Etienne Sinatambou**, ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et du Commercial international de Maurice; **Abdoulkarim Mohamed**, ministre des Relations extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores; **André Vallini**, Secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie; **Béatrice Atallah**, ministre des Affaires étrangères de Madagascar; **Joël Morgan**, ministre des Affaires étrangères et des Transports des Seychelles; **Nassimah Dindar**, présidente du Conseil départemental de La Réunion; **Dominique Sorain**, préfet de La Réunion www.madagate.org



Le 26 février 2016, Saint-Denis de La Réunion – Le 31ème Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), organisé à La Réunion le 26 février 2016, a été l'occasion de passer en revue une trentaine de dossiers couvrant un large éventail de secteurs de la coopération régionale. Outre les questions politiques et diplomatiques, ce sont notamment les enjeux de sécurité, du climat et de la connectivité qui ont marqué les débats.



COI, La Réunion, le 26 février 2016. De g. à dr.: **Jean Claude de l'Estrac**, Secrétaire général de la COI; **Didier Robert**, président du Conseil régional de La Réunion; **Etienne Sinatambou**, ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et du Commercial international de Maurice; Abdoulkarim Mohamed, ministre des Relations extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores; **André Vallini**, Secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie; **Béatrice Atallah**, ministre des Affaires étrangères de Madagascar; **Joël Morgan**, ministre des Affaires étrangères et des Transports des Seychelles; **Nassimah Dindar**, présidente du Conseil départemental de La Réunion; **Dominique Sorain**, préfet de La Réunion www.madagate.org

Lors de la cérémonie d'ouverture, Béatrice Atallah, ministre malgache des Affaires étrangères et présidente sortante du Conseil des ministres de la COI, a passé le flambeau à André Vallini, Secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie. La présidence française aura pour priorités « *les questions de sécurité, notamment la lutte contre le terrorisme et la piraterie, les questions climatiques dans la continuité de la COP21 et la connectivité* », a précisé André Vallini.

Le 31ème Conseil a insisté sur l'importance de la lutte contre le terrorisme et les trafics criminels. Le ministre des Affaires étrangères et des Transports des Seychelles, Joël Morgan, a ainsi rappelé que « *le président des Seychelles, à son investiture, a souligné la nécessité pour les pays de la COI de lutter ensemble contre les trafics de drogue* ». C'est ainsi que le Conseil a adopté la proposition d'un plan d'action et de la création d'une unité spécialisée en matière de lutte contre ce fléau. Cette question est complémentaire de l'ensemble

La montée en puissance de l'organisation régionale en tant qu'entité de dialogue, de stabilité et de prévention des crises a été mise en valeur par l'intervention du ministre comorien des Relations extérieures et de la Coopération, Mohamed Abdoulkarim: la COI, a-t-il souligné, « *a pleinement joué son rôle d'instrument régional de proximité, assumant ses responsabilités et son sens de la famille indianocéanique dans la résolution des crises, notamment à Madagascar et aux Comores* ». Les ministres ont d'ailleurs apprécié positivement les efforts du Secrétariat général de la COI pour l'envoi d'observateurs à l'élection présidentielle des Seychelles en décembre dernier et au premier tour du scrutin national aux Comores le 21 février.

Sur le plan de la connectivité aérienne, Etienne Sinatambou, chef de la diplomatie mauricienne, a salué « *le travail effectué par la COI pour le rapprochement des autorités de l'aviation civile et des compagnies aériennes [qui a débouché sur la création de l'Alliance Vanille]* ». Les ministres ont également approuvé la position défendue par la COI visant à améliorer la desserte aérienne inter-îles par la création d'une compagnie

low cost. Pour le sénateur réunionnais et président du Conseil régional, Didier Robert, « *seule une compagnie de ce type à laquelle participe les transporteurs de la région est en mesure d'apporter une réponse efficace* ».

Les membres du Conseil ont également manifesté leur intérêt pour les avancées en matière de connectivité numérique, notamment pour la coopération nouée avec l'Estonie, leader européen en matière de gouvernance numérique.

« *Dans le domaine de la connectivité maritime, conscients de l'ampleur de nos échanges commerciaux par voie maritime, il apparait évident que le projet de cabotage maritime est mutuellement avantageux pour nos pays. Ainsi, la validation de l'étude de faisabilité sur la mise en place d'un système régional de cabotage maritime est une étape importante franchie* », a résumé Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères de Madagascar.

Sur le plan climatique, Marjaana Sall, ambassadeur de l'Union européenne, a fait part de son « *appréciation positive du rôle de la COI dans la défense des intérêts des Petits Etats Insulaires en Développement sur la scène internationale* », notamment à l'occasion de la COP21 marquée par la signature d'une déclaration commune COI-UE. Pour que la COI aide au mieux ses pays membres à faire face aux défis climatiques, le Conseil a souligné l'importance de compléter les démarches pour que l'organisation puisse accéder aux fonds climat qui serviront à financer des plans d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique.

Les ministres de la COI se sont aussi félicités des avancées récentes dans le domaine de la sécurité alimentaire, notamment en ce qu'il s'agit de la mise en œuvre annoncée du programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (COI-PRESAN), co-produit avec la FAO. « ***Certes, beaucoup reste à faire pour que Madagascar redevienne le Grenier de l'Indianocéanie*** *et pour que chacun de nos pays améliore ses capacités propres et ses filières d'excellence. Mais déjà, le COI-PRESAN est vu par la FAO comme un modèle réplicable qui sera présenté à la conférence de la FAO pour l'Afrique en avril prochain à Abidjan* », a précisé Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI sortant.

Le 31ème Conseil de la COI a également été marqué par deux décisions qui concernent l'avenir immédiat de l'organisation.

D’une part, le Conseil des ministres de la COI a accordé le statut d’observateur à la République populaire de Chine. L’ambassadeur de Chine à Maurice, Li Li, a mis en exergue la volonté de son pays de « *travailler de concert avec la COI en faveur du développement de cette région riche de potentialités* ».



Hamada Madi

D’autre part, le ministre comorien des Relations extérieures a présenté la candidature de Hamada Madi alias *"Boléro"* au poste de Secrétaire général de la COI pour un mandat de quatre ans à compter de juillet prochain. Cette candidature a été acceptée à l’unanimité et il a été nommé.

Les ministres du Conseil, les élus de La Réunion, les représentants des partenaires et les Officiers permanents de liaison ont tous rendu un hommage appuyé à Jean Claude de l’Estrac qui participait à son dernier Conseil des ministres.

Le 31ème Conseil s’est terminé avec la signature de trois accords :

- Une convention de financement pour une facilité de coopération technique d’un montant de 910 000 € sur quatre ans de l’Union européenne pour la préparation des projets du 11ème Fonds européen de développement ;
- Un accord sur la formation en ligne en agro-sciences avec l’Institut agronomique, forestier et vétérinaire de France (Agreenium) et les universités des pays membres ;
- Le renouvellement de l’accord de partenariat entre la COI et la Plateforme d’intervention régionale pour l’océan Indien (PIROI) en matière d’adaptation au changement climatique et gestion et réduction des risques naturels.

http://www.madagate.org/editorial/madagate-video-et-affiche/5605-coi-31eme-conseil-des-ministres-priorite-a-la-securite-au-climat-et-a-la-connectivite-.html

réunion 1ère

La France préside la Commission de l'Océan Indien

- Par Gilbert Hoair
- 26/02/2016
- Le 31ème conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien s'est déroulé ce vendredi.
  Les ministres des affaires étrangères des pays membres se sont retrouvés dans la salle de conférence d'un grand hôtel à Saint-Denis.
  André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de Dévelopement et de la Francophonie, à La Réunion depuis jeudi, a reçu le drapeau de la COI des mains du ministre des Affaires étrangères de Madagascar. En Images avec Jean-Régis Ramsamy et Francis Bourgouin



Le Conseil des ministes de la COI

http://reunion.la1ere.fr/2016/02/26/la-france-preside-la-commission-de-l-ocean-indien-335814.html

Saint-Denis : fin du 31e Conseil des ministres de la COI

27.02.2016 à 09h42- Manuel Yepes



La cérémonie de signature du compte-rendu du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) s'est déroulée ce vendredi en fin d'après-midi à Saint-Denis. Une clôture du 31e Conseil qui s'est déroulée en présence du secrétaire d'État chargé du Développement et de la Francophonie, André Vallini

http://www.linfo.re/la-reunion/societe/688121-saint-denis-fin-du-31e-conseil-des-ministres-de-la-coi

news" press

Réunion : Entretien entre le Président Didier Robert et le Ministre Mauricien des Affaires Etrangères Etienne Sinatambou

REGION Réunion - 24/02/2016 00:00:00



A l'occasion de son déplacement pour le 31e Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien, le ministre des affaires étrangères Mauricien, Etienne SINATAMBOU, s'est rendu ce mercredi 24 Février 2016, à l'Hôtel de Région Pierre LAGOURGUE pour une rencontre avec le Sénateur, Président de Région, Didier ROBERT.

Un entretien qui a permis d'aborder les relations entre les pays de la zone et d'échanger sur des dossiers en cours avec la République de Maurice.

Des sujets qui représentent un enjeu pour la Réunion notamment les questions d'énergies renouvelables, le développement économique de la Zone Océan I, du tourisme - entre autre les activités touristiques des Iles Vanille.

Dans les prochaines heures, le président Didier Robert aura l'opportunité de rencontrer les différents représentants des pays de la COI (dont Madagascar, Maurice, Les Comores et les Seychelles).
Le conseil des ministres de la COI se tiendra vendredi 26 Février à La Réunion, et la future présidence de cette commission sera française.
Pour rappel, les sujets à l'ordre du jour de ce conseil :
- La sécurité des personnes et des biens, au niveau maritime, terrestre et aérien
- L'environnement, dans la ligne de l'accord de Paris signé en décembre dernier à l'occasion de la COP 21, qui a pris en compte les préoccupations des États insulaires ;
- Le développement économique, avec l'amélioration de la connectivité inter-îles sous toutes ses formes : aérienne, maritime, numérique.

http://www.newspress.fr/Communique_FR_294562_1051.aspx

29/02/2016



COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

De L'Estrac : «Fiers de l'Indianocéanie»

LA décision a été entérinée vendredi, à La Réunion. Le prochain secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) sera bien Hamada Madi Boléro. Ainsi en a décidé le conseil des ministres de cette instance. Jean Claude de L'Estrac cédera la place au Comorien en juillet.

S'il y a une chose unique que Jean Claude de L'Estrac est fier d'avoir accompli, c'est d'avoir pu mettre l'Indianocéanie sur la carte mondiale. «*La chose la plus importante qu'on ait réussie, c'est l'émergence de cette région qui est aujourd'hui connue partout dans le monde comme l'Indianocéanie, là où on ne connaissait avant que les îles du sud de l'océan indien. (…) Elle est devenue une région distincte par sa culture, par son histoire, nous avons osé utiliser le mot civilisation*», déclare-t-il à *l'express*.

Jean-Claude de L'Estrac précise toutefois que ce n'est pas là l'unique accomplissement de la COI : «*Ce n'est pas une question de n'avoir pas assez fait, mais peut-être d'avoir trop voulu faire.*» Pour lui, Hamada Madi Boléro est la meilleure personne qui soit pour être à la tête de la COI, de par sa riche expérience professionnelle.

L'homme fort de la COI nous confie que d'ici avril, il se fixera sur son avenir professionnel. Il contemple plusieurs propositions et ne serait pas contre un retour dans la presse. «*La presse c'est mon premier métier et peut-être ma seule vraie profession.*»

«*Je suis satisfait que ma désignation fut par acclamation et je remercie l'ensemble des pays de la région qui m'ont fait confiance. J'espère que je serai…*», nous a confié M. Boléro, actuellement directeur de cabinet et ministre de la Défense comorienne.



Actualité

anche n°19365 | 28 février 2016 > Page

COI : Mmadi Boléro assumera les fonctions de Sécrétaire général à la mi-juillet

C'est une casquette qu'il enfilera à la mi-juillet. Le Comorien Hamadi Mmadi Boléro remplacera ainsi Jean Claude de l'Estrac au poste de Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI). Sa candidature a été présentée lors de la réunion du 31e conseil des ministres de la COI qui s'est tenue à l'île de la Réunion avant-hier.

son
lé le
Bar-
lets.
enn
rir li.
ukou

Liexpress dimanche
28 Fév





Regard

l'express dimanche n°19365 | 28 février 2016 > Page 19

L'express Dimanche | 28/02/16

Vendredi 26 **France, USA, Inde : ne jamais permettre à la terreur d'arrêter les thèmes du débat démocratique. C'est lui concéder une trop belle victoire...**

Notre indiano céans

Accrocher la lumière. L'homme est habile communicant. Au début, certains ont pu croire que c'est à ses contacts parmi les journalistes, ou aux titres tout ciselés, *print ready*, qu'il leur fournissait, qu'on devait ce réveil médiatique de La Belle au bois dormant. Mais toute bonne chose a une fin, le Conseil des ministres de la COI, ce vendredi, à la Réunion, annonce celle du mandat de l'Estrac à la tête de l'organisation. Désormais, jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur, JCL se contentera d'exécuter les affaires courantes. À l'heure du bilan, même les plus sceptiques voici quatre ans doivent bien mesurer que ce n'était pas que de la com.

Quel sera l'héritage du tout premier secrétaire général mauricien de la COI ? Déjà, matériellement, un déplacement symbolique marqué, d'une maison bourgeoise à la rue sir Guy Forget, à Quatre-Bornes, vers des bureaux, à Ébène, juste à la limite de la cybercité. Puis il y aura l'exploration, de diverses manières, de quelques mots-clés : durabilité, entre autres en encadrant des projets écocitoyens; connectivité – maritime, aérienne et numérique; sécurité alimentaire, avec un projet organisé de production de riz, de maïs, d'oignons et de légumineuses dans trois régions de Madagascar, le Sofia, le Menabe et le Vakinankaratra; recherche et innovation, thèmes et axes de la dernière conférence régionale d'orientation organisée par la COI.

Si on interrogeait l'intéressé, il est probable qu'il ne prononcerait qu'un mot : indianocéanie. Soit de profondes racines en amont, une offre par vocation renégociable en aval.

31ème réunion du conseil des ministres de la COI

Feb 27, 2016 | Written by c.lebrasse

La 31ème réunion du conseil des ministres de la COI s'est tenue hier à l'île de la Réunion… le groupe indianocéanique a agrée à ce que la Chine devienne un de ses observateurs. Et à partir de juillet prochain, le comorien Hamada Madi Bolero remplacera le mauricien Jean Claude de l'Estrac comme secrétaire général de la COI. Ce sont là quelques unes des retombées de cette réunion. Maurice y était representée par le ministre des affaires étrangères,

http://mbc.intnet.mu/article/31ème-réunion-du-conseil-des-ministres-de-la-coi

COI : passation de la présidence entre Madagascar et la France

Le 26 février 2016

Le 31 éme conseil des ministres de l'Océan indien a été l'occasion pour la France de prendre la présidence de la COI. Présidence précédemment occupée par la Grande île. André Vallini nouveau président a annoncé 3

priorités sur sa feuille de route : la sécurité, le climat et le développement économique.Didier ROBERT et Nassimah DINDAR, président et vice-présidente du Conseil régional ont assisté à cette passation de pouvoir.



Priorité à la sécurité, au climat et à la connectivité

Le 26 février 2016, Saint-Denis de La Réunion – Le 31ème Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), organisé à La Réunion le 26 février 2016, a été l'occasion de passer en revue une trentaine de dossiers couvrant un large éventail de secteurs de la coopération régionale. Outre les questions politiques et diplomatiques, ce sont notamment les enjeux de sécurité, du climat et de la connectivité qui ont marqué les débats. Lors de la cérémonie d'ouverture, Béatrice Atallah, ministre malgache des Affaires étrangères et présidente sortante du Conseil des ministres de la COI, a passé le flambeau à André Vallini, Secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie. La présidence française aura pour priorités « les questions de sécurité, notamment la lutte contre le terrorisme et la piraterie, les questions climatiques dans la continuité de la COP21 et la connectivité », a précisé André Vallini.

Le 31ème Conseil a insisté sur l'importance de la lutte contre le terrorisme et les trafics criminels. Le ministre des Affaires étrangères et des Transports des Seychelles, Joël Morgan, a ainsi rappelé que « le président des Seychelles, à son investiture, a souligné la nécessité pour les pays de la COI de lutter ensemble contre les trafics de drogue ». C'est ainsi que le Conseil a adopté la proposition d'un plan d'action et de la création d'une unité spécialisée en matière de lutte contre ce fléau. Cette question est complémentaire de l'ensemble



La montée en puissance de l'organisation régionale en tant qu'entité de dialogue, de stabilité et de prévention des crises a été mise en valeur par l'intervention du ministre comorien des Relations extérieures et de la Coopération, Mohamed Abdoulkarim : la COI, a-t-il souligné, « a pleinement joué son rôle d'instrument régional de proximité, assumant ses responsabilités et son sens de la famille indianocéanique dans la résolution des crises, notamment à Madagascar et aux Comores ». Les ministres ont d'ailleurs apprécié positivement les efforts du Secrétariat général de la COI pour l'envoi d'observateurs à l'élection présidentielle des Seychelles en décembre dernier et au premier tour du scrutin national aux Comores le 21 février.

Sur le plan de la connectivité aérienne, Etienne Sinatambou, chef de la diplomatie mauricienne, a salué « le travail effectué par la COI pour le rapprochement des autorités de l'aviation civile et des compagnies aériennes [qui a débouché sur la création de l'Alliance Vanille] ». Les ministres ont également approuvé la position défendue par la COI visant à améliorer la desserte aérienne inter-îles par la création d'une compagnie low cost. Pour le sénateur réunionnais et président du Conseil régional, Didier Robert, « seule une compagnie de ce type à laquelle participe les transporteurs de la région est en mesure d'apporter une réponse efficace ».

Les membres du Conseil ont également manifesté leur intérêt pour les avancées en matière de connectivité numérique, notamment pour la coopération nouée avec l'Estonie, leader européen en matière de gouvernance numérique.

« *Dans le domaine de la connectivité maritime, conscients de l'ampleur de nos échanges commerciaux par voie maritime, il apparait évident que le projet de cabotage maritime est mutuellement avantageux pour nos pays. Ainsi, la validation de l'étude de faisabilité sur la mise en place d'un système régional de cabotage maritime est une étape importante franchie* », a résumé Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères de Madagascar.

Sur le plan climatique, Marjaana Sall, ambassadeur de l'Union européenne, a fait part de son « appréciation positive du rôle de la COI dans la défense des intérêts des Petits Etats Insulaires en Développement sur la scène internationale », notamment à l'occasion de la COP21 marquée par la signature d'une déclaration commune COI-UE. Pour que la COI aide au mieux ses pays membres à faire face aux défis climatiques, le Conseil a souligné l'importance de compléter les démarches pour que l'organisation puisse accéder aux fonds climat qui serviront à financer des plans d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique.

Les ministres de la COI se sont aussi félicités des avancées récentes dans le domaine de la sécurité alimentaire, notamment en ce qu'il s'agit de la mise en œuvre annoncée du programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (COI-PRESAN), co-produit avec la FAO. « Certes, beaucoup reste à faire pour que Madagascar redevienne le Grenier de l'Indianocéanie et pour que chacun de nos pays améliore ses capacités propres et ses filières d'excellence. Mais déjà, le COI-PRESAN est vu par la FAO comme un modèle réplicable qui sera présenté à la conférence de la FAO pour l'Afrique en avril prochain à Abidjan », a précisé Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI.

Le 31ème Conseil de la COI a également été marqué par deux décisions qui concernent l'avenir immédiat de l'organisation. D'une part, le Conseil des ministres de la COI a accordé le statut d'observateur à la République populaire de Chine. L'ambassadeur de Chine à Maurice, Li Li, a mis en exergue la volonté de son pays de « *travailler de concert avec la COI en faveur du développement de cette région riche de potentialités* ». D'autre part, le ministre comorien des Relations extérieures a présenté la candidature de Hamada Mmadi Boléro au poste de Secrétaire général de la COI pour un mandat de quatre ans à compter de juillet prochain. Cette candidature a été acceptée à l'unanimité.

Les ministres du Conseil, les élus de La Réunion, les représentants des partenaires et les Officiers permanents de liaison ont tous rendu un hommage appuyé à Jean Claude de l'Estrac qui participait à son dernier Conseil des ministres.

Le 31ème Conseil s'est terminé avec la signature de trois accords :

- Une convention de financement pour une facilité de coopération technique d'un montant de 910 000 € sur quatre ans de l'Union européenne pour la préparation des projets du 11ème Fonds européen de développement ;

- Un accord sur la formation en ligne en agro-sciences avec l'Institut agronomique, forestier et vétérinaire de France (Agreenium) et les universités des pays membres ;

- Le renouvellement de l'accord de partenariat entre la COI et la Plateforme d'intervention régionale pour l'océan Indien (PIROI) en matière d'adaptation au changement climatique et gestion et réduction des risques naturels.

http://www.regionreunion.com/fr/spip/COI-passation-de-la-presidence.html

Coopération régionale : La France prend la présidence de la COI à la Réunion

26 février 2016



Après Madagascar, c'est la France qui prend la tête de la Commission de l'Océan Indien pour un an. Au programme de cette présidence : sécurité, développement économique et connectivité numérique.

Ce vendredi 26 février, la Réunion accueille le 31ème conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien, la COI. Mis en place en 1982, la COI est une organisation intergouvernementale qui réunit 5 membres : l'Union des Comores, Madagascar, la France par le biais de la Réunion, l'Ile Maurice ainsi que les Seychelles. Elle a pour objectif de renforcer la coopération entre les différentes îles dans plusieurs domaines : politique et diplomatie, économie et commerce, culture. Pour cette nouvelle mandature, c'est la France qui présidera cette commission après Madagascar. André Vallini, le secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie en déplacement à la Réunion, a d'ailleurs reçu des mains de la présidence malgache le drapeau de la Commission, signe de la passation de pouvoirs. Durant cette présidence annuelle, la France a choisi de mettre l'accent sur trois thèmes. D'abord, la sécurité des personnes et des biens. Ensuite, elle poursuivra le travail accompli par la COI lors de la COP 21 en développant le volet environnemental, avec la volonté d'intégrer les préoccupations des États insulaires. Enfin, la présidence française travaillera au développement économique, avec la mise en place d'une connectivité inter-îles sur le plan numérique par exemple.

http://outremers360.com/politique/cooperation-regionale-la-france-prend-la-presidence-de-la-coi-a-la-reunion/

Daily Blue Planet

Commission de l'océan Indien : « Priorité à la sécurité, au climat et à la connectivité »

: February 29, 2016

31e Conseil des ministres de la COI



Mohamed Abdoulkarim, ministre des Affaires étrangères des Comores, Béatrice Attalah, ministre des Affaires étrangères de Madagascar, Alain Vallini, secrétaire d'État français au Développement, Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, Etienne Sinatambou, ministre des Affaires étrangères de Maurice, et Joël Morgan, ministre des Affaires étrangères des Seychelles saluent l'adoption du relevé de conclusions du Conseil des ministres de la COI.

Le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), organisé à La Réunion le 26 février 2016, a été l'occasion de passer en revue une trentaine de dossiers couvrant un large éventail de secteurs de la coopération régionale. Outre les questions politiques et diplomatiques, ce sont notamment les enjeux de sécurité, du climat et de la connectivité qui ont marqué les débats.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Béatrice Atallah, ministre malgache des Affaires étrangères et présidente sortante du Conseil des ministres de la COI, a passé le flambeau à André Vallini, Secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie. La présidence française aura pour priorités « les questions de sécurité, notamment la lutte contre le

terrorisme et la piraterie, les questions climatiques dans la continuité de la COP21 et la connectivité », a précisé André Vallini.

Le 31e Conseil a insisté sur l'importance de la lutte contre le terrorisme et les trafics criminels. Le ministre des Affaires étrangères et des Transports des Seychelles, Joël Morgan, a ainsi rappelé que « le président des Seychelles, à son investiture, a souligné la nécessité pour les pays de la COI de lutter ensemble contre les trafics de drogue ». C'est ainsi que le Conseil a adopté la proposition d'un plan d'action et de la création d'une unité spécialisée en matière de lutte contre ce fléau. Cette question est complémentaire de l'ensemble

La montée en puissance de l'organisation régionale en tant qu'entité de dialogue, de stabilité et de prévention des crises a été mise en valeur par l'intervention du ministre comorien des Relations extérieures et de la Coopération, Mohamed Abdoulkarim : la COI, a-t-il souligné, « a pleinement joué son rôle d'instrument régional de proximité, assumant ses responsabilités et son sens de la famille indianocéanique dans la résolution des crises, notamment à Madagascar et aux Comores ». Les ministres ont d'ailleurs apprécié positivement les efforts du Secrétariat général de la COI pour l'envoi d'observateurs à l'élection présidentielle des Seychelles en décembre dernier et au premier tour du scrutin national aux Comores le 21 février.

Sur le plan de la connectivité aérienne, Etienne Sinatambou, chef de la diplomatie mauricienne, a salué « le travail effectué par la COI pour le rapprochement des autorités de l'aviation civile et des compagnies aériennes [qui a débouché sur la création de l'Alliance Vanille] ». Les ministres ont également approuvé la position défendue par la COI visant à améliorer la desserte aérienne inter-îles par la création d'une compagnie low cost. Pour le sénateur réunionnais et président du Conseil régional, Didier Robert, « seule une compagnie de ce type à laquelle participe les transporteurs de la région est en mesure d'apporter une réponse efficace ».

Les membres du Conseil ont également manifesté leur intérêt pour les avancées en matière de connectivité numérique, notamment pour la coopération nouée avec l'Estonie, leader européen en matière de gouvernance numérique.

« Dans le domaine de la connectivité maritime, conscients de l'ampleur de nos échanges commerciaux par voie maritime, il apparait évident que le projet de cabotage maritime est mutuellement avantageux pour nos pays. Ainsi, la validation de l'étude de faisabilité sur la mise en place d'un système régional de cabotage maritime est une étape importante franchie », a résumé Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères de Madagascar.

Sur le plan climatique, Marjaana Sall, ambassadeur de l'Union européenne, a fait part de son « appréciation positive du rôle de la COI dans la défense des intérêts des Petits Etats Insulaires en Développement sur la scène internationale », notamment à l'occasion de la COP21 marquée par la signature d'une déclaration commune COI-UE. Pour que la COI aide au mieux ses pays membres à faire face aux défis climatiques, le Conseil a souligné l'importance de compléter les démarches pour que l'organisation puisse accéder aux fonds climat qui serviront à financer des plans d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique.

Les ministres de la COI se sont aussi félicités des avancées récentes dans le domaine de la sécurité alimentaire, notamment en ce qu'il s'agit de la mise en œuvre annoncée du programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (COI-PRESAN), co-produit avec la FAO. « Certes, beaucoup reste à faire pour que Madagascar redevienne le Grenier de l'Indianocéanie et pour que chacun de nos pays améliore ses capacités propres et ses filières d'excellence. Mais déjà, le COI-PRESAN est vu par la FAO comme un modèle réplicable qui sera présenté à la conférence de la FAO pour l'Afrique en avril prochain à Abidjan », a précisé Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI.

Le 31e Conseil de la COI a également été marqué par deux décisions qui concernent l'avenir immédiat de l'organisation.

Principales décisions

D'une part, le Conseil des ministres de la COI a accordé le statut d'observateur à la République populaire de Chine. L'ambassadeur de Chine à Maurice, Li Li, a mis en exergue la volonté de son pays de « travailler de concert avec la COI en faveur du développement de cette région riche de potentialités ».

D’autre part, le ministre comorien des Relations extérieures a présenté la candidature de Hamada Mmadi Boléro au poste de Secrétaire général de la COI pour un mandat de quatre ans à compter de juillet prochain. Cette candidature a été acceptée à l’unanimité.

Les ministres du Conseil, les élus de La Réunion, les représentants des partenaires et les Officiers permanents de liaison ont tous rendu un hommage appuyé à Jean-Claude de l’Estrac qui participait à son dernier Conseil des ministres.

Le 31e Conseil s’est terminé avec la signature de trois accords :

- Une convention de financement pour une facilité de coopération technique d’un montant de 910 000 € sur quatre ans de l’Union européenne pour la préparation des projets du 11e Fonds européen de développement ;
- Un accord sur la formation en ligne en agro-sciences avec l’Institut agronomique, forestier et vétérinaire de France (Agreenium) et les universités des pays membres ;
- Le renouvellement de l’accord de partenariat entre la COI et la Plateforme d’intervention régionale pour l’océan Indien (PIROI) en matière d’adaptation au changement climatique et gestion et réduction des risques naturels.

http://dailyblueplanet.com/2016/02/29/commission-de-locan-indien-priorit-la-scurit-au-climat-et-la-connectivit/

La COI se dote d’un nouveau secrétaire général et fait les yeux doux à la Chine



- Poignée de mains et passation de présidence de la COI entre la ministre des Affaires étrangères de Madagascar Béatrice Atallah et le secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie André Vallini

La France veut imprimer sa marque en reprenant la présidence tournante de la Commission de l'océan Indien (COI). Priorité aux échanges, au tourisme et à la sécurité. Le Comorien Hamada Madi Boléro est nommé secrétaire général de l'institution.

Beaucoup d'échanges et trois conventions. Le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI) s'est achevé à La Réunion sans annonces fortes mais sur des intentions communes dont on mesurera la portée dans les mois à venir. Le jeu diplomatique, auquel était convié pour la première fois André Vallini, le secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, s'est déroulé sans le moindre incident.

Le représentant du Quai d'Orsay a souhaité souligner l'importance que comptait donner la présidence française à la lutte contre le djihadisme, « cette menace qui est tous les jours plus importante et qui ne doit pas nous faire baisser la garde. » La lutte contre le terrorisme a donc été érigée en première des priorités.

Cette volonté a permis de valoriser les chantiers que la COI a mené à bien récemment, avec notamment l'implantation d'un centre d'information à Madagascar, associée à une unité d'action opérationnelle aux Seychelles pour lutter plus efficacement contre le terrorisme, la piraterie et les trafics en tout genre, en songeant particulièrement au trafic de drogue.

Aérien et climat

L'idée de créer une compagnie low-Cost, dans le cadre de l'Alliance Vanille n'a pas été totalement abandonnée. « L'idée, a expliqué André Vallini, est d'avoir au moins une liaison quotidienne entre chaque île pour permettre aux touristes de s'y rendre plus rapidement qu'actuellement »… Reste à se mettre autour de la table.

La protection de nos îles face au réchauffement climatique a également alimenté les débats. Une convention a été signée avec la PIROI (Plate-forme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien de la Croix-Rouge) pour que ce dispositif, prêt à être mis en œuvre en cas de catastrophe, soit adapté aux problématiques du changement climatique. Un centre d'expertise et de formation autour de la gestion des catastrophes sera implanté à la Réunion.

Par ailleurs, une autre convention a validé l'ouverture d'une plateforme en ligne sur l'agro-écologie dans laquelle les universités de la zone sont impliquées, tout comme le Cirad. Le but étant de progresser en matière de sécurité alimentaire.

Un Comorien aux manettes

La COI a obtenu davantage de moyens de l'Union Européenne : un chèque de 910.000 euros lui a été remis pour financer des études et des appuis techniques permettant d'utiliser le FED (Fonds Européen de Développement) dont

l'enveloppe est estimée à près de 1,3 milliard. De quoi avancer sur la sécurité, l'environnement et l'économie.

Au cours de ce Conseil des ministres des Affaires étrangères, Jean-Claude de l'Estrac a transmis le flambeau du secrétariat général au Comorien « Boléro ». Le Mauricien achevait sa 4e année et son 2e mandat consécutif à la tête de l'institution. Hamada Madi Boléro, 51 ans, était jusqu'à présent ministre de la Défense de l'Union des Comores.

La Chine, pays observateur
Au cours d'une carrière bien remplie, Boléro fut directeur de cabinet, président par intérim et Premier ministre du président Azali Assoumani après le coup d'état du 30 avril 1999. Il fut également un des principaux artisans des accords de Fomboni, qui avaient permis d'éviter la sécession d'Anjouan avant l'adoption de la nouvelle constitution et l'instauration du nouvel ensemble dénommé « Union des Comores ». Il fut par ailleurs le premier directeur de la télévision comorienne.

Enfin, dernière nouveauté, de taille pour ce conseil de la COI : la Chine est devenue un état observateur au sein de l'institution. L'idée faisait son chemin depuis un moment. L'arrivée de la nouvelle puissance est présentée comme un « gage de confiance », un « préalable indispensable » pour que l'empire du milieu oriente davantage ses centaines de millions touristes potentiels vers nos îles.

RR, le JDM
avec le JIR.

orange™

actu Mayotte

La COI se dote d'un nouveau secrétaire général et fait les yeux doux à la Chine



- Poignée de mains et passation de présidence de la COI entre la ministre des Affaires étrangères de Madagascar Béatrice Atallah et le secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie André Vallini
http://mayotte.orange.fr/actu/ocean-indien/la-coi-se-dote-d-un-nouveau.html

Océan Indien - Participation de André Vallini au conseil des ministres de l'océan Indien (La Réunion, 26 février 2016)

André Vallini, secrétaire d'État chargé du développement et de la Francophonie représente la France au 31e conseil des ministres de l'océan Indien, qui s'ouvre le 26 février.

A cette occasion et pour le trentième anniversaire de notre adhésion à cette organisation, notre pays succédera à Madagascar à la présidence de la commission de l'océan Indien.
Il s'agit de la première réunion internationale à laquelle André Vallini participe. Il présentera les trois priorités de notre présidence :

- sécurité et lutte contre le terrorisme ;
- climat et protection de l'environnement, avec la mise en œuvre de l'accord de Paris ;
- développement économique, avec le développement des liaisons entre les îles de l'océan Indien (aérienne, maritime, numérique notamment).

A l'occasion de son déplacement à La Réunion, André Vallini s'est entretenu le 25 février notamment avec Béatrice Atallah, ministre des affaires étrangères de Madagascar. Il a visité la plate-forme d'intervention régionale de la Croix-Rouge française, chargée des interventions de secours en cas de catastrophe dans le sud-ouest de l'océan Indien, ainsi que les locaux de l'Agence française de développement.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/asie/evenements/article/ocean-indien-participation-de-andre-vallini-au-conseil-des-ministres-de-l-ocean?xtor=RSS-4

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

L'AVENIR DE LA RÉUNION SE JOUE SANS LES RÉUNIONNAIS

Manuel Marchal
29 février 2016

Le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien s'est fixé plusieurs priorités dans le domaine de la sécurité maritime, de la lutte contre le changement climatique et du développement des échanges entre les îles. Il marque également l'entrée dans l'organisation de la Chine, avec un statut d'observateur.



À la tribune : Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, les ministres des Affaires étrangères des pays de notre région : Mohamed Abdoulkarim (Union des Comores), Joël Morgan (Seychelles), Etienne Sinatambou (Maurice), Béatrice Attalah (Madagascar), présidente sortante du Conseil des ministres de la COI ainsi qu'Alain Vallini, secrétaire d'État représentant le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault.

Le dernier Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien a pris des décisions qui concernent La Réunion. Cela vise particulièrement la lutte contre le changement climatique, le renforcement des échanges entre les îles et la mise en œuvre d'une stratégie de sécurité alimentaire régionale. L'objectif est de refaire de Madagascar le grenier de l'océan Indien. L'entrée de la Chine dans la COI avec le statut d'observateur illustre les bouleversements qui s'opèrent dans notre région, et qui auront des effets sur La Réunion, mais auxquels notre île n'est pas associée.

Ces derniers mois, les États-Unis ont multiplié les initiatives à Madagascar. Trois hauts responsables des USA ont en effet rendu visite aux autorités malgaches en six mois. La dernière en date était celle de la responsable de la politique africaine des États-Unis au secrétariat d'État, l'équivalent du ministère des Affaires étrangères.

L'an dernier, Maurice a accueilli les présidents de la Chine et de l'Inde. Ce dernier a annoncé que l'île sœur allait être la plate-forme du rayonnement de l'Inde dans la région. Narendra Modi a également rendu une visite aux Seychelles.

Le monde est en train de changer, avec l'émergence à quelques milliers de kilomètres de l'Inde, appelée à devenir la superpuissance de l'océan Indien.

Demande de suppression de l'octroi de mer

La Commission de l'océan Indien cherche également à renforcer ses liens économiques. C'est l'idée d'une compagnie maritime de cabotage pour accélérer les échanges de marchandises. Rappelons que les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles ont signé en 2009 un accord de partenariat économique intérimaire avec l'Union européenne. Ce document est la base des discussions de l'accord de partenariat économique définitif qui fixera les relations commerciales entre les pays de notre région, y compris La Réunion.

Nos partenaires ne font pas mystère de leur volonté de voir l'octroi de mer prendre fin. C'est notamment l'opinion de Maurice. Ils considèrent que cette taxe constitue un obstacle aux échanges. Rappelons que malgré l'octroi de mer, des produits venant de Maurice ou de Madagascar sont déjà meilleurs marchés que ceux de La Réunion. L'octroi de mer est en sursis jusqu'en 2020. S'il disparaît, alors la concurrence subie par les produits et les services fabriqués à La Réunion sera encore plus forte.

Mayotte et Îles Éparses pas au programme

Alors que se construit le socle des relations entre les pays de la région, La Réunion est exclue des débats. La délégation France/Réunion a disparu et c'est un secrétaire d'État du gouvernement qui annonce une feuille de route qui n'a jamais été débattue à La Réunion.

Pourtant, les sujets à au programme de la Commission de l'océan Indien ne mettent pas en cause les intérêts vitaux de la France et encore moins sa souveraineté. Interrogée sur la question du différend qui oppose la France et Madagascar au sujet des Îles Éparses, Béatrice Attalah, ministre malgache des Affaires étrangères, a expliqué que cela se règle dans les discussions bilatérales avec la France, et que c'est pas à l'ordre du jour de la Commission de l'océan Indien. Ce qui est vrai pour les Îles Éparses l'est également pour Mayotte. Depuis 1975, Mayotte fait l'objet d'un contentieux entre la France qui a refusé de reconnaître le résultat du référendum d'autodétermination qu'elle a organisée, et l'Union des Comores qui plaide pour l'application du droit international. C'est dans un autre cadre que la COI qu'a lieu la négociation.

Puisque ces questions qui touchent à l'intégrité du territoire de la République ne sont pas à l'ordre du jour de la COI, pourquoi refuser à La Réunion le droit de conduire la délégation et de parler en son nom ? Paris doit apprendre à vivre avec son époque. Car les décisions qui se prennent actuellement pourront avoir des conséquences très négatives pour La Réunion si ses intérêts ne sont pas défendus. L'abattement des frontières entre les économies de l'océan Indien et de l'Afrique australe n'aura en effet aucune conséquence sur l'économie de la France, pays situé à 10.000 kilomètres. Mais ce n'est pas le cas pour La Réunion.

M.M.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/l-avenir-de-la-reunion-se-joue-sans-les-reunionnais,85580

Le Journal de l'Île de la Réunion

Samedi 27 /02/2016

La COI fait tout pour accueillir la Chine

COOPÉRATION RÉGIONALE. La France compte imprimer sa marque en reprenant la présidence de la COI. Priorité à la sécurité, à la lutte contre le terrorisme, la piraterie, les trafics en tout genre. Seule la sécurité favorise les échanges et le tourisme.

Beaucoup d'échanges et trois conventions. Le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI), s'est achevé sans annonces fortes, sans projet phare mais sur des intentions communes dont on mesurera la portée dans les mois à venir. Le jeu diplomatique, auquel était convié pour la première fois André Vallini, secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, s'est déroulé sans le moindre incident.

Le représentant du Quai d'Orsay a souhaité souligner l'importance que comptait donner la France à sa présidence en matière de lutte contre le djihadisme, *"cette menace qui est tous les jours plus importante et qui ne doit pas nous faire baisser la garde."* La lutte contre le terrorisme a donc été érigée en première des priorités.

Cette tonalité a donné un écho particulier aux chantiers que la COI a mené à bien récemment. Avec notamment sur le plan sécuritaire, l'implantation d'un centre de fusion de l'information à Madagascar, associée à une unité d'action opérationnelle aux Seychelles pour lutter plus efficacement contre le terrorisme, la piraterie et les trafics en tout genre, en songeant particulièrement au trafic de drogue.

Au cours de ce Conseil des ministres des Affaires étrangères, Jean-Claude de l'Istrac a transmis le flambeau du secrétariat général au Comorien "Boléro" *(lire par ailleurs)*. C'était également dans les tuyaux, la COI a accepté d'être observée par la Chine au sein de cette instance.

Un préalable indispensable, gage de confiance, pour que la Chine oriente davantage ses déferlantes de touristes vers nos côtes.

Toujours dans cette perspective, le projet de mutualiser les moyens des différents États pour créer une compagnie low-Cost, dans le cadre de l'Alliance Vanille, a été relancé. *"L'idée, a expliqué André Vallini, 'est d'avoir au moins une liaison quotidienne entre chaque île pour permettre aux touristes de s'y rendre plus rapidement qu'actuellement."*

Reste à se mettre autour de la table.

Cette connectivité inter-îles a également été au cœur des discussions entre les officiers permanents de liaison chargés de faire des notes pour les ministres. Les liaisons maritimes, l'économie bleue, la protection des îles face au réchauffement climatique, ont également alimenté les débats.

CONNECTER LES ÎLES POUR ACCUEILLIR LES TOURISTES CHINOIS

Sur ce dernier point, une convention a été signée avec la PIROI pour renouveler l'accord-cadre et, nouveauté, travailler sur l'adaptation au changement climatique et à la gestion des catastrophes. Un centre d'expertise et de formation autour de la gestion des catastrophes sera implanté à la Réunion. Par ailleurs, une autre convention a validé l'ouverture d'une plateforme en ligne sur l'agro-écologie dans laquelle les universités de la zone sont impliquées, tout comme le Cirad. Le but étant de progresser en matière de sécurité alimentaire.

Enfin, la COI a obtenu davantage de moyens de l'Union Européenne: un chèque de 910000 euros lui a été remis. Cette somme permettra à la COI de financer des études et des appuis techniques pour définir le contenu du Fonds Européen de Développement dont l'enveloppe est estimée à près de 1,3 milliard. De quoi avancer sur la sécurité, l'environnement et l'économie.

C'est d'ailleurs le message qu'a voulu faire passer Nassimah Dindar en plaidant pour *"une diplomatie au service de l'épanouissement humain". "Il est nécessaire que la coordination devienne plus pragmatique, plus réelle"*, a-t-elle dit poliment aux représentants des États.

Didier Robert, sur un ton tout aussi diplomatique, a clairement plaidé pour que la Région Réunion puisse signer directement des conventions avec la COI. *"On est passé de l'impératif diplomatique de la France à l'impératif économique de la Réunion"*, a-t-il déclaré devant le secrétaire d'État. Deux critiques sur lesquelles nul n'est revenu.

Y.G



Poignée de mains et passation de présidence de la COI entre la ministre des Affaires étrangères de Madagascar, Béatrice Atallah, et le secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, André Vallini (photo Éric Lejoyeux).



"Boléro", nouveau secrétaire général de la COI

PORTRAIT. Hamada Madi Boléro vient d'être nommé secrétaire général de la COI. Il remplace le Mauricien Jean-Claude de l'Estrac qui occupait cette fonction depuis quatre ans, soit deux mandats consécutifs.

Le nouveau secrétaire que l'on appelle directement "Boléro" occupait, jusqu'à sa nomination, la fonction de ministre de la Défense de l'Union des Comores. Son accession à ce poste vient marquer une nouvelle étape dans une carrière politique déjà bien remplie.

L'homme de Mohéli, âgé de 51 ans, a été directeur de cabinet, président par intérim et Premier ministre du président Azali Assoumani. Lequel avait accédé au pouvoir suprême à la suite d'un coup d'état, le 30 avril 1999, contre le président Massounde suspecté d'accorder l'autonomie à l'île d'Anjouan. L'opération fut régularisée démocratiquement après trois années de crise.

C'est durant cette période que Boléro a joué un rôle clé pour son pays. Notre homme a été l'un des principaux artisans des accords de Fomboni, qui ont permis d'éviter la sécession d'Anjouan.

Ces accords ont permis l'organisation d'un référendum sur chacune des îles et l'adoption d'une loi fondamentale instituant un nouvel ensemble appelé Union des Comores.

Hamada Madi Boléro a été le premier directeur de la télévision comorienne. Dimanche dernier, le président, dont il était le ministre de la Défense, est arrivé troisième du premier tour de scrutin. Conformément à la Constitution de l'Union des Comores, la présidence tournante devrait échoir à La Grande Comores. Boléro était d'ores et déjà assuré d'être libéré pour ses nouvelles fonctions.

Quant à Jean-Claude de l'Estrac, il réfléchit à diverses propositions venues du privé, du public, de l'international.

Y.G



Hamada Madi Boléro vient d'être nommé secrétaire général de la COI.

Le Journal de l'Île de la Réunion

Le Vendredi 26/02



La France prend la main à la COI

COOPÉRATION RÉGIONALE. La France récupère aujourd'hui la présidence du Conseil des ministres de la COI. Au cœur des discussions entre les pays de la zone, le développement économique, la sécurité et l'environnement.

Aujourd'hui, dans un Hôtel de Montgaillard, se déroulera le 31e Conseil des ministres de la Commission Océan Indien.

Un dernier tour de piste pour son secrétaire général, en poste depuis 2012, le Mauricien Jean-Claude de l'Estrac. Les ministres des Affaires étrangères des pays membres [l'île Maurice, les Seychelles, Madagascar, l'Union des Comores et La France, NDLR] et leur armada d'experts et de hauts fonctionnaires, préparent intensivement ce grand raout de la coopération régionale où tous les grands dossiers inter-îles sont évoqués.

L'événement est d'autant plus important que la France récupère pour une année la présidence de la COI et succédera ainsi à Madagascar. La préfecture est en alerte tandis que la Région, pourtant pilote en matière de développement économique et de coopération régionale, sera cantonnée au rôle d'observateur. Encore que, Didier Robert s'est entretenu, mercredi, avec le ministre des Affaires étrangères mauricien, Étienne Sinatambou pour faire passer quelques messages à ses interlocuteurs régionaux.

Pour la France, c'est André Vallini, secrétaire d'État chargé du Développement et de la Francophonie, qui officiera en tant que maître de cérémonie, en lieu et place du ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault.

C'est lors du Conseil des ministres des Affaires étrangères de chaque pays membres que les dossiers les plus importants seront évoqués. La pêche avait posé beaucoup de difficultés lors des dernières entrevues. Il en sera sûrement question à nouveau ce matin.

Mais plus largement, c'est toutes les questions liées au développement économique qui devraient être posées sur la table.

L'amélioration de la connectivité inter-îles sous toutes ses formes, qu'elle soit aérienne, maritime ou numérique, est un enjeu majeur pour le développement et l'attractivité des territoires de la zone tous liées par une histoire commune.

Sur le plan aérien, les différents pays en concurrence via leur compagnie aérienne, auront sans doute le loisir d'évoquer des stratégies contradictoires. Après avoir ouvert, en septembre, un espace de coopération aérienne via l'accord instaurant "l'Alliance Vanille", chaque pays prépare d'autres projets. Air Mauritius songe à lancer sa propre compagnie régionale et la Région Réunion envisage de monter une compagnie régionale low-cost. Voilà qui demandera quelques éclaircissements.

Les ministres ne manqueront pas non plus d'évoquer l'agenda 21 et le réchauffement climatique et les opérations à financer et à mettre en œuvre pour contribuer au sauvetage de la planète. Et les questions sécuritaires et de souveraineté territoriale qui viennent toujours pimenter des échanges diplomatiques forcément policés. À noter que la Chine, très implantée dans bien des secteurs économiques à Maurice ou Madagascar, a demandé à siéger au sein de l'organisation en tant qu'observateur.

G.N.

André Vallini, secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, représentera le Quai d'Orsay au sommet de la Commission de l'Océan Indien (photo Stéphan Laï-Yu).



Quand Gilbert Annette embarrasse André Vallini

Le secrétaire d'État André Vallini visite les locaux de la Piroi (photo Stéphan Laï-Yu).

VISITE MINISTÉRIELLE. Fraîchement élu secrétaire d'État chargé du développement et de la francophonie, André Vallini a été invité à représenter la Réunion, et donc la France, au 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, qui se tient aujourd'hui à Saint-Denis. Mais avant de participer à cette grande conférence, il a tenu à effectuer deux petites visites dans le nord de l'île.

Hier, en fin d'après-midi, il s'est donc rendu aux côtés du préfet Dominique Sorain, de ses *"amis"* (c'est ainsi qu'il les appelle) les députés Jean-Jacques Vlody et Monique Orphé, et de quelques autres personnalités de l'île, à la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (Piroi) pour y découvrir les différents travaux menés dans la zone et les stocks entreposés sur place dans le hangar. Après avoir passé toute la semaine le nez dans la paperasse, enfermé dans son bureau à Paris, André Vallini s'est dit *"très heureux"* de sa visite sur le terrain, lui qui a décidé de faire de l'humanitaire *"sa priorité"*. C'est pourtant pour une question "d'humanité", qu'il s'est fait quelque peu malmener par le maire Gilbert Annette dans l'heure qui a suivi…

Poursuivant sa visite à l'agence Française de Développement (l'AFD) à Sainte-Clotilde, où il a été encore une fois accueilli avec les honneurs, André Vallini y a retrouvé le maire de Saint-Denis, tout sourire, mais déterminé à faire passer un message de toute évidence, préparé à l'avance. Assis à la droite du secrétaire d'État, le premier magistrat a patiemment attendu la fin de la présentation du réseau Séga, un réseau régional d'alerte de riposte aux épidémies financé par l'AFD, pour lancer son attaque. Calmement, cérémonieusement, avec tout le respect qu'il devait à un homme de son rang, il lui a demandé quelle solution la France envisageait pour aider les Comoriens qui risquaient leur vie chaque année, à bord de kwassa kwassa pour gagner Mayotte.

"Régulièrement, des dizaines de personnes désespérées, femmes et enfants compris, périssent en mer à bord de ces canots, a-t-il insisté. C'est un drame qui ne réussit pas encore à émouvoir la France, alors que c'est à la portée du pays. Nous sommes des voisins passifs, donc complices de ce qu'il se passe."

D'abord surpris, puis quelque peu agacé, André Vallini a voulu riposter en abattant la carte des réfugiés qui préoccupent déjà la France, mais Gilbert Annette ne lui a même pas laissé le temps de finir sa phrase: *"Ce drame se joue depuis bien plus longtemps dans l'océan Indien et concerne une population bien moins importante. Je sais que ce n'est pas facile, mais il faut se mettre autour d'une table pour penser au problème. Nous ne pouvons pas continuer à rester indifférents."*

Indifférent, le préfet ne l'a pas été face à l'embarras de son invité parisien. Volant à son secours, il a détendu l'atmosphère en rappelant que la France *"améliore déjà la santé aux Comores."*

Reste à savoir si le message a atteint le secrétaire d'État, qui pense Humanitaire avec un grand H.

Nathalie Techer

Le Quotidien
www.lequotidien.re

Le Quotidien de la Réunion - Samedi 27/02/2016

LA RÉUNION COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

La France prend le gouvernail

La France a pris, hier, la présidence de la Commission de l'océan Indien pour un an. André Vallini, secrétaire d'Etat au Développement et à la francophonie, a insisté sur trois axes de travail : la sécurité dans la région, la connectivité entre les pays de la zone et le développement durable. Un nouveau secrétaire général a été désigné.



Madagascar a laissé hier la présidence de la COI à la France (Photos Thierry Villendeuil)

Une première et une dernière. La réunion des ministres des Affaires extérieures de la Commission de l'océan Indien (COI) qui s'est tenue, hier à Saint-Denis, était la première sortie officielle du nouveau secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie. Nommé à ce poste le 11 février, André Vallini, qui représentait Jean-Marc Ayrault, nouveau patron du Quai d'Orsay, n'est pas venu pour rien puisqu'il a récupéré, pour un an au moins, la présidence de l'organisation régionale.

Au cours de son discours prononcé à l'ouverture de la séance de travail, André Vallini a défini les axes de travail pour les prochains mois, condensés en trois priorités : la sécurité, le climat et la connectivité.

900 000 euros de l'Europe

Question sécuritaire, le secrétaire d'État français a rappelé « la menace djihadiste » qui peut toucher la région. L'Union des Comores, située près de zones de tension comme le Kenya ou la Somalie, est en première ligne avec ses frontières maritimes poreuses.

Le pays avait d'ailleurs été classé par le ministère français des Affaires étrangères, en septembre 2014, parmi une vingtaine de pays à éviter, au lendemain de la décapitation d'un Français en Algérie. Mais cette « menace » peut venir de l'intérieur comme l'ont démontré les attentats du 13 novembre dernier. Depuis, Maurice, aussi, surveille certains de ses ressortissants.

La sécurité, c'est aussi le programme MASE, stratégie régionale de lutte contre la piraterie maritime porté par la COI et financé par l'Union européenne (UE), principal bailleur de fonds de l'organisation. Hier encore, l'UE a accordé quelque 900 000 euros, sur quatre ans –une bagatelle au regard des aides déjà fournies –pour permettre à la COI de mener des études sur les trois priorités de la présidence française au titre de la Facilité de coopération technique.

Sur la question du climat, l'objectif est d'appliquer les résolutions prises à Paris lors du sommet de la Cop 21 censées renforcer les moyens de lutte contre le dérèglement du climat. Les petits États îliens (Seychelles, Comores...), dont les populations vivent principalement dans les régions côtières, sont sensibles au réchauffement climatique qui pourrait entraîner une montée des eaux. Et le sud de Madagascar a été touché cette année par une sécheresse sans précédent due au phénomène climatique El Niño (le Quotidien du 19 février).

Enfin, la connectivité, c'est le renforcement des liens entre les territoires formant la COI (Seychelles, Comores, Maurice, La Réunion et Madagascar). Sur ce point, André Vallini milite pour la création d'une compagnie aérienne régionale « low cost », comme le PDG d'Air Austral, Marie-Joseph Malé.

Ce dernier soulignait en septembre dernier qu'une meilleure connexion entre les îles était *« le moteur du développement économique »*. Il n'est pas certain que sur ce point, Air Mauritius qui a commandé un rapport sur la création d'une compagnie « low cost » en janvier veuille partager son développement économique...

La connectivité, c'est aussi le numérique. À ce titre, sept universités de la région indianocéanique ont acté, sous l'égide de la COi, la mise en place d'un système partagé de formation agricole en ligne.

Enfin, les ministres ont accepté le rôle d'observateur attribué à la Chine qui devient un partenaire à part entière d ela COI.

C'était aussi la dernière, hier, pour Jean-Claude de l'Estrac. Le secrétaire général de la COI, véritable chef de l'exécutif, quittera ses fonctions en juillet après quatre ans à la tête de l'organisation.

Salué pour la qualité de son travail par l'ensemble des ministres présents, Jean-Claude de l'Estrac, qui a su insuffler un nouvel élan à la COI, sera remplacé par Hamada Madi, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Union des Comores.

Frédéric BANC

Autour de la COI

Vive les femmes

Le petit film sur la Commission de l'océan Indien, diffusé en ouverture de la réunion des ministres des Affaires étrangères, expliquait qu'il est temps « de donner aux femmes la place qu'elles méritent dans notre société. » Il y a des progrès à faire. La gent féminine était peu représentée, hier, puisqu'il y avait une seule femme ministre contre quatre hommes, la Malgache Béatrice Attalah. On notait tout de même la présence de la représentante de l'Union européenne, Marjaana Sall. La COI elle-même a toujours eu un secrétaire général masculin.

André Vallini flatte Jean-Claude de L'Estrac

Le secrétaire d'Etat au Développement et à la francophonie, André Vallini, a félicité Jean-Claude de l'Estrac pour son mandat, évoquant « le talent », « la compétence » et « l'énergie » du secrétaire général de la COI. Nul doute que ce dernier aurait aimé avoir le même soutien de la France lors de sa candidature à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). En novembre 2014, la France avait appuyé la candidature de la Canadienne Mickaëlle Jean au grand dam de Jean-Claude de l'Estrac.

Indian ocean commission

Le ministre mauricien des Affaires étrangères, Etienne Sinatmabou, s'est excusé pour l'utilisation d'un mot en anglais lorsqu'il a félicité Béatrice Attalah pour son « remarquable leadership » à la présidence du conseil des ministres. Personne n'a été « shocked ».

Tous frères

La fraternité entre les peuples est un des piliers de la COI. C'est du moins ce que l'on peut conclure en écoutant les ministres lors de leur discours. Mohamed Abdoulkarim, ministre des Affaires extérieures de l'Union des Comores, a tenu à remercier son « grand frère » Jean-Claude de l'Estrac comme son homologue seychellois Joël Morgan.
Ce dernier a également remercié sa « sœur » Béatrice Attalah qui, elle, a tenu à faire part de sa « fraternelle reconnaissance » envers Jean-Claude de l'Estrac. La COI, c'est en fait une grande famille.

La Réunion représentée mais en retrait

Il était bien là, hier matin, le président de la Région à l'ouverture de la réunion de la COI. Finalement Didier Robert n'a pas boudé l'événement alors que la préfecture craignait, en début de semaine, qu'il ne boude tout court, faute de ne pouvoir accueillir l'événement.

La présidente du Département, Nassimah Dindar, était également présente, à l'hôtel Mercure Créolia, lieu de la rencontre des ministres des Affaires étrangères de la COI.

Les deux représentants de La Réunion, accompagnés par Huguette Bello, Monique Orphé ou encore Jean-Jacques Vlody (chargé d'un projet sur la connectivité numérique régionale) ont même pu s'exprimer. Mais après les discours des ministres et la pause-café, juste avant que ne débute la séance de travail. Aux côtés du préfet Dominique Sorain, ils ont pu évoquer « le destin commun » qui unit les pays de la région et ont milité, d'une même voix, pour un renforcement des relations entre chaque territoire.

Mais c'est la France et non La Réunion qui a récupéré la présidence de la COI. Même si son influence est réelle au sein de l'organisation, l'île reste encore en retrait et c'est Paris qui dirige les débats.

À l'heure de la réception organisée à la Villa du Département hier soir, entre samoussas et beignets bringelle, jus de goyavier et punch coco, Jean-Claude de l'Estrac s'est montré optimiste.

« Je reste persuadé que le Conseil général et le Conseil régional, avec l'aide de l'État, feront tout pour que La Réunion trouve toute sa place au sein de la COI. Une place encore timorée. » Tout est dit.

F.B.



Didier Robert entouré de Béatrice Attalah (Madagascar) et Joël Morgan (Seychelles).

TROIS QUESTIONS À...

Jean-Claude de l'Estrac

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien passe officiellement la main en juillet prochain.



C'était la dernière pour Jean-Claude de l'Estrac.

– La COI n'est-elle en retrait par rapport aux grandes communautés qui existent dans la région, comme la SADC ou la Comesa, auxquelles font d'ailleurs partie Maurice, Madagascar, les Seychelles les Comores ?

– Je ne pense pas. Les projets portés par des institutions comme la SADC ou le Comesa sont différents de ceux portés par la COI qui est un organisme de coopération régionale. Elle est complémentaire de ces organisations. Nos pays n'ont d'ailleurs aucune difficulté à les intégrer. Je pense que la COI est complémentaire. Ça ne pose aucun problème d'harmonisation. Selon moi, c'est un vrai faux problème.

– Vous aviez évoqué par le passé la possibilité pour la commission d'évoluer vers une communauté de l'océan Indien. Où en est cette idée ?

– C'est mon grand regret. C'était en fait un acte politique pour montrer que la COI n'est pas une organisation administrative de gestion des projets. La COI a par exemple contribué à régler des crises politiques comme à Madagascar ou aux Comores. Cela nous aurait permis une meilleure perception par rapport au monde extérieur, justement par rapport à la SADC ou le Comesa.

– Vous passez la main officiellement en juillet. Qu'allez-vous faire ensuite ?

– Je n'en sais rien. J'ai quelques opportunités. Je vous rappelle que je suis un homme de presse. J'ai d'ailleurs proposé un projet pour reprendre la télévision publique à Maurice [N.D.L.R. la Mauritius broadcasting corporation] mais ça n'a pas pu se faire. C'est dommage. J'aurais fait de la MBC une vraie télévision publique et pas un outil de propagande comme c'est le cas aujourd'hui. Je prendrai ma décision sur mon avenir dans un mois.

D'une île à l'autre

Madagascar

Le ministère de l'Environnement nettoie les plages

Le ministère malgache de l'Environnement, via la Direction générale de la mer, lance une opération de nettoyage de plages. Sept sites ont été sélectionnés. Selon Midi Madagasikara, cette campagne se tiendra le 2 avril prochain. «Nous avons choisi cette date parce que cela correspond à une période de vacances. L'objectif est de sensibiliser la population et les touristes à la propreté des plages», a expliqué un membre du ministère au quotidien malgache. Les plages sélectionnées sont Morondava, Ramena (Diego Suarez), Anakao (Tulear), Grand pavois (Mahajanga), Nosy Be, Sainte Marie et Foulpointe. La direction Générale de la Mer envisage de renouveler cette opération chaque année.

Le ministre du Tourisme lance un raid automobile

«Un évènement inédit au cœur de l'aventure et de l'humain pour faire découvrir Madagascar autrement.» C'est ce qu'explique le ministère malgache du Tourisme qui organisera, du 29 octobre au 12 novembre, le «Lémur trophy». Il s'agit d'un raid automobile pour les «fadas de 4x4, de buggys, de motos et de quads», explique le communiqué du ministère. Le départ sera donné de Tana avant une étape à Morondava, puis à Tulear. La course se terminera dans l'Isalo.

Maurice



Air Mauritius reprend le même DG onze ans après

Le conseil d'administration d'Air Mauritius a choisi Megh Pillay (notre photo ci-dessus) mercredi pour diriger la société dont il avait déjà été aux commandes entre 2003 et 2005, laissant derrière lui le meilleur bilan financier de ces 49 dernières années. Soit des profits de 21 millions d'euros. Avec l'embellie due à la baisse du prix du carburant, des profits de 7 milliards de roupies ont été réalisés sur les neuf premiers mois de l'année financière 2015-2016.

Près de 500 000 véhicules recensés

L'île Maurice compte 488 149 véhicules exactement selon la National transport authority (NTA). Ce chiffre qui prend en compte aussi les véhicules non motorisés a été publié fin janvier. Sont ainsi recensés 188 299 voitures, 116 085 motos et motocyclettes et 51 990 véhicules utilitaires. Les statistiques montrent que le nombre de véhicules est en hausse constante, avec une moyenne de 20 000 de plus chaque année.

Al-watwan

Commission de l'Océan indien (Coi) : Le Conseil des ministres a validé la nomination de Boléro au poste de secrétaire général de la Coi

29 FÉVRIER 2016.



Par Abdallah Mzembaba

«Même si la Coi intervient à différents niveaux, elle doit veiller, et ce sera mon rôle, à garantir le principe de subsidiarité, et à respecter dans ses missions les prérogatives régaliennes de ses États membres face aux crises complexes et multiples, conséquences de la mondialisation», a déclaré le nouveau secrétaire général de la Coi, Hamada Madi Bolero.

Seul candidat en lice pour succéder au Mauricien Jean Claude de l'Estrac au poste de secrétaire général de la Commission de l'océan indien (Coi), Hamada Madi Boléro a été confirmé par acclamation par le Conseil des ministres de l'organisation sous-régionale lors de sa 31e session ordinaire, vendredi à La Réunion.

http://www.alwatwan.net/index.php/nation/13003-commission-de-l-ocean-indien-coi-le-conseil-des-ministres-a-valide-la-nomination-de-bolero-au-poste-de-secretaire-general-de-la-coi